

# Veille mensuelle des Etats d'Europe centrale et balte

dans les secteurs Climat/Environnement, Energie, Infrastructures et Transport

Octobre 2019

POLOGNE.....	1
HONGRIE.....	17
REPUBLIQUE TCHEQUE.....	19
SLOVAQUIE.....	21
LETTONIE.....	26
ESTONIE.....	26
SUJETS TRANSVERSAUX.....	27

## POLOGNE

*Pour information : 1 € = environ 4,3 PLN*

### Nominations

- A la demande du Ministre de l'Environnement, le Premier Ministre a nommé M. Łukasz Młynarkiewicz au poste de Président de l'Agence Nationale Atomique (PAA) en remplacement de M. Andrzej Przybycin. Selon le Ministère de l'Environnement ce changement est censé préparer le lancement du programme nucléaire. M. Młynarkiewicz, docteur en droit et diplômé d'International School of Nuclear Law, était jusqu'à présent Directeur du département des évaluations d'impacts environnementaux au sein de la Direction Générale de la protection de l'Environnement.
- Le Président Duda a nommé M. Jerzy Kwieciński, Ministre des Investissements et du Développement, au poste de Ministre des Finances. Ainsi, M. Kwieciński dirigera les deux ministères.
- M. Janusz Wojciechowski, candidat polonais au poste de commissaire de l'UE, lors de la deuxième audition, a passé avec succès l'audition devant les eurodéputés de la commission de l'agriculture. Il serait pressenti comme Commissaire en charge de l'agriculture.

### Financements

- La Direction Générale des Routes Nationales et des Autoroutes (GDDKiA) est le plus grand bénéficiaire du programme opérationnel « Infrastructure et Environnement » pour la période 2014-2020. Dans ce cadre il était prévu qu'elle obtiendrait le cofinancement à hauteur de plus de 42 Md PLN (9,8 Md EUR) pour la réalisation de 91 projets. La GDDKiA a informé avoir déjà réalisé 54 projets et consommé 56% du montant qui lui avait été alloué dans ce programme opérationnel. Au total, la valeur globale de tous les investissements de la GDDKiA qui sont cofinancés par les fonds européens s'élève à 64,5 Md PLN (soit 15 Md EUR) avec une contribution européenne à hauteur de 30,75 Md PLN (7,2 Md EUR).
- Le Fonds Polonais de Développement (PFR), instrument gouvernemental créé en 2016 pour investir dans le développement de l'économie polonaise, envisage d'investir dans plusieurs projets portant sur l'économie à basse émission dont la valeur s'élève à 4,5 Md PLN (1,05 Md EUR). Selon le Président du PFR ce serait l'équivalent de 300 centrales à biogaz ou 120 parcs photovoltaïques ou encore 30 parcs éoliens on-shore. Il n'a pas toutefois dévoilé de quels projets concrets il pourrait s'agir.
- Dans le cadre de la troisième édition des fonds norvégiens et ceux d'European Economic Area, EEA, qui débutera vers la fin de l'année, la Pologne bénéficiera de 164 M EUR pour le cofinancement de projets permettant de lutter contre le changement climatique, la promotion des innovations dans le secteur des technologies vertes et l'amélioration de la qualité de l'air par le développement de la cogénération et des systèmes de chauffage urbain, ainsi que par la thermo-modernisation d'établissements éducatifs. Par

ailleurs, 11,7 M EUR seront destinés au soutien de la recherche sur le captage et le stockage de CO<sub>2</sub> (technologie CCS).

- Le quotidien « Rzeczpospolita » annonce que la Pologne perdrait jusqu'à 13 Md EUR dans le prochain cadre financier de l'UE par rapport au projet budgétaire de la Commission européenne. La réduction des fonds pourrait encore s'accroître car il faudrait financer les priorités de la nouvelle Commission européenne, notamment l'écologie et la lutte contre le réchauffement climatique. Le quotidien signale que les fonds pour la Pologne pourraient encore diminuer, car certains pays-membres de l'UE revendiquent une coupe générale des propositions de la CE. Bruxelles tente de trouver de l'argent pour la transformation verte au détriment, entre autres, de la politique de cohésion. Toutefois, il semble peu probable que les Etats-membres s'accordent sur le cadre financier 2021-2027 au sommet européen de décembre et la question serait reportée au printemps prochain. M. Konrad Szymański, Ministre polonais pour les affaires européennes, constate que les négociations budgétaires en cours sont parmi les plus difficiles de l'histoire de l'UE, car elles se déroulent au moment où les contributeurs nets manifestent moins d'enthousiasme à soutenir le projet européen. A cela s'ajoute le Brexit et le déficit de 80 Md EUR qui en résultera. De plus, de nouveaux défis comme les migrations, le climat et la défense européenne consommeront une part des ressources. Varsovie propose à cet effet la taxation des transactions financières, du numérique, de l'aviation et de l'accès des plus grandes entreprises au marché unique. La Pologne s'oppose en même temps aux réductions des montants alloués à la PAC et à la politique de cohésion.
- Le Conseil des Directeurs de la BEI a reporté à novembre la décision sur sa nouvelle politique de crédit. La BEI envisage de ne plus financer des projets liés au gaz. La Pologne qui prévoit d'importants investissements dans l'infrastructure gazière souhaite que la BEI maintienne le cofinancement de tels projets.
- Les pays des Trois Mers (Bulgarie, Croatie, Rép. Tchèque, Estonie, Lituanie, Lettonie, Pologne, Roumanie, Serbie, Slovaquie, Slovénie et Hongrie) ont constitué fin mai de cette année un Fonds spécial d'Investissement pour financer les projets stratégiques transfrontaliers, infrastructurels, numériques et énergétiques. Le Fonds dispose actuellement de 500 M EUR versés par la banque polonaise BGK SA et l'Exim Bank roumaine. A terme il devrait disposer d'un budget de 3 à 5 Md EUR et permettrait de générer des investissements d'une valeur de 100 Md EUR. Les besoins en investissements dans cette zone sont toutefois plus importants et s'élèvent à environ 570 Md EUR d'ici 2030. Les premiers projets cofinancés par le Fonds pourraient démarrer au printemps 2020. La carte ci-dessous présente les pays des Trois Mers (en vert). Ils totalisent 112 M d'habitants (22% de l'UE), 27% de la surface de l'UE et contribuent à 10% au PIB de l'UE (1600 Md EUR).



## Climat/Environnement

- Lors de la conférence consacrée à la « Responsabilité écologique des entreprises polonaises » organisée par la Chancellerie présidentielle et par l'association des « Employeurs Polonais » (*Pracodawcy RP*), Monika Sekuła, directrice adjointe du Centre national pour le calcul et la gestion des émissions (*KOBIZE*), a informé que selon les derniers rapports officiels, en 2017 les émissions globales de CO<sub>2</sub> provenant des secteurs ETS et non-ETS auraient atteint 414 M t ; les émissions dans le secteur ETS concernant les centrales énergétiques, les cimenteries, les usines sidérurgiques et l'industrie chimique s'élevaient à 200 M t. En ce qui concerne l'avenir, Sekuła a souligné que selon l'un de scénarios en 2040 les émissions annuelles en Pologne pourraient atteindre 298 M t. Elle a également informé que les forêts

polonaises absorbaient actuellement environ 30 M t de CO<sub>2</sub> par an. Néanmoins, les prévisions montrent que cette capacité changera suite au vieillissement des forêts (en fonction de son âge, la forêt émet ou absorbe les CO<sub>2</sub>). A présent, les forêts en Pologne absorbent les CO<sub>2</sub>, mais selon les prévisions dans les années 2040-2050 l'absorption des CO<sub>2</sub> pourrait diminuer jusqu'à 12 M t par an. Ainsi, l'absorption des CO<sub>2</sub> par les forêts ne permettra pas à la Pologne de compenser les émissions de gaz à effet de serre et atteindre un bilan neutre en carbone.

### Qualité de l'air

- Le Fonds National de la Protection de l'Environnement et de la Gestion de l'Eau (NFOŚiGW) vient de publier une liste de banques qui ont manifesté leur intérêt à la coopération dans le cadre du Programme « Air Pur » (*Czyste Powietrze*). Ce sont : Alior Bank, BNP Paribas, Banque de développement nationale (BGK, homologue de la CDC), BOŚ (Banque de la Protection de l'Environnement), Association Nationale des banques coopératives (*Krajowy Związek Banków Spółdzielczych*), Groupe des Banques Coopératives (*Spółdzielcza Grupa Bankowa*) et Association des Banques Polonaises. Les discussions avec le secteur bancaire font suite à la demande de la Commission d'impliquer les banques commerciales dans la distribution des fonds dans le cadre du Programme 'Air Pur' pour le rendre plus efficace. Pour rappel, actuellement, seulement seize bureaux régionaux du Fonds National de la Protection de l'Eau et de la Gestion de l'Eau (NFOŚiGW) accueillent et valident les demandes de cofinancement. En conséquence, jusqu'à présent seuls 35 000 contrats de financement ont été signés sur plus de 80 000 demandes pour un montant de 1,8 Md PLN (0,4 Md EUR) déposées ; 8 200 bénéficiaires ont reçu le cofinancement pour un montant total de 91 M PLN (21,2 M EUR). La Banque mondiale estime à 400 000 le nombre de contrats de modernisation des installations qui devraient être signés chaque année avec les bénéficiaires des subventions pour que l'argent puisse être transféré plus rapidement pour changer les systèmes de chauffage polluants.
- Piotr Woźny, plénipotentiaire du Premier ministre pour la lutte contre la pollution de l'air et président du Fonds National de la Protection de l'Environnement et de la Gestion de l'Eau (NFOŚiGW) vient de présenter le projet informatique intitulé «Un Système Intégré de Réduction de la basse émissions » (*ZONE*) qui assurera le fonctionnement d'un nouveau Registre Central des Bâtiments où sont exploités les générateurs de chaleur d'une puissance calorifique inférieure à 1 MW. Les données recueillies dans ce Registre devraient faciliter la lutte contre la pollution de l'air liée à l'utilisation des chaudières à charbon par les ménages polonais. Le projet *ZONE* dont le coût s'élève à 33,2 M PLN (7,7 M EUR) bénéficiera du cofinancement européen (à hauteur de 85%) et sera mis en place par le Ministère de l'Entrepreneuriat et des Technologies.

### Déchets

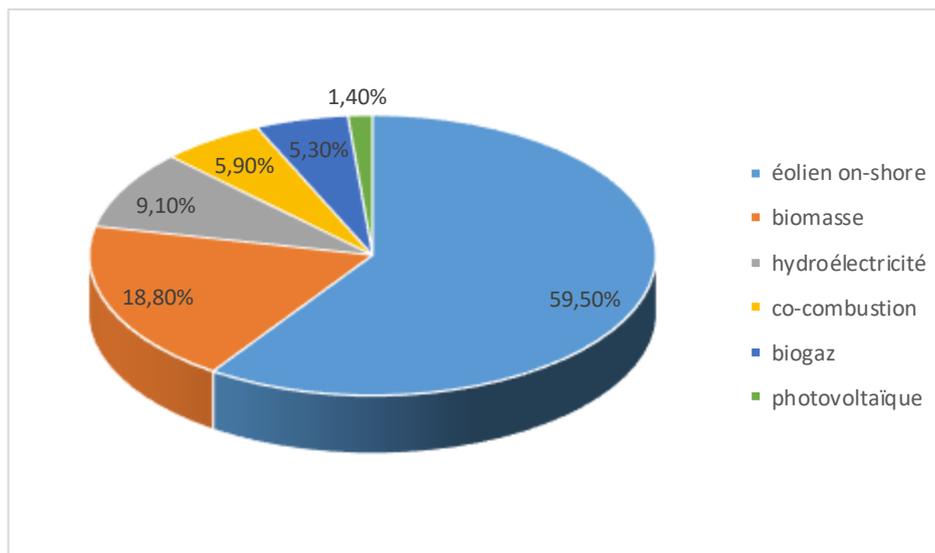
- La société municipale de gestion des ordures à Varsovie (*MPO*) a repoussé au 16 décembre la date limite de présentation des offres dans un nouvel appel d'offres pour la construction de l'incinérateur lancé à la fin août 2019. Pour rappel, l'appel d'offres antérieur avait été annulé début mai 2019 suite au rejet par la chambre nationale d'arbitrage (*KIO*) de l'offre de Shanghai Electric Power Construction (*SEPC*) en l'absence de références. L'offre de la société *CNIM* qui demeurait le seul candidat en lice, a été également rejetée parce qu'elle avait dépassé de 70 % le budget prévu pour l'investissement. *MPO* a cette fois-ci modifié les conditions de l'appel d'offres pour permettre la soumission d'un nombre plus grand d'offres que lors de la précédente adjudication (trois offres soumises par *CNIM*, *Shanghai Electric Power Construction* et *Astaldi*). *MPO* souhaite construire deux lignes d'incinération traitant 265 000 t/an (avec possible extension à une troisième ligne et 500 000 t/an) alors que les capacités actuelles sont de 40 000 t. Un réseau de chaleur secondaire complètera le projet qui est estimé à 1,1 Md PLN. Ce projet est prioritaire pour la gestion des déchets à Varsovie.
- La société municipale *Port Czystej Energii Sp. z o.o. (PCE)*, investisseur du projet de la construction de l'incinérateur des déchets de 160 000 t/an à Gdansk-Szadółki vient d'obtenir le permis de construire. Les travaux devraient donc démarrer encore cette année. Pour rappel, le 7 mai 2018 *PCE* a signé avec le consortium de trois entreprises : *Astaldi*, *Termomeccanica* et *Dalkia Wastenergy* un contrat pour la réalisation du projet sous la forme d'un partenariat public-privé pour un montant de 450 M PLN (105 M EUR), dont 350 M PLN (81,4 M EUR) dans le cadre du cofinancement européen.

### ENR

- Le secteur des ENR espère un développement rapide au cours des prochaines années. Il compte sur l'augmentation de la puissance de l'éolien on-shore de 3,5 GW en trois ans, jusqu'à environ 10 GW. Ceci permettrait de créer 20 000 nouveaux emplois. Pour ce qui est de l'éolien off-shore, sa mise en place (environ 6 GW) générerait 77 000 emplois directs et indirects. Selon les données de l'Office de Régulation de l'Energie (*URE*) au cours du premier semestre de cette année la puissance de toutes les installations ENR a augmenté de 226,5 MW en atteignant 8 820 MW. Une augmentation de la puissance de plus de 100% a été notée dans le secteur photovoltaïque et dans les installations à biomasse. La

structure de la production d'électricité par les ENR polonaises (21 607 GWh en 2018) est présentée dans le graphique ci-dessous.

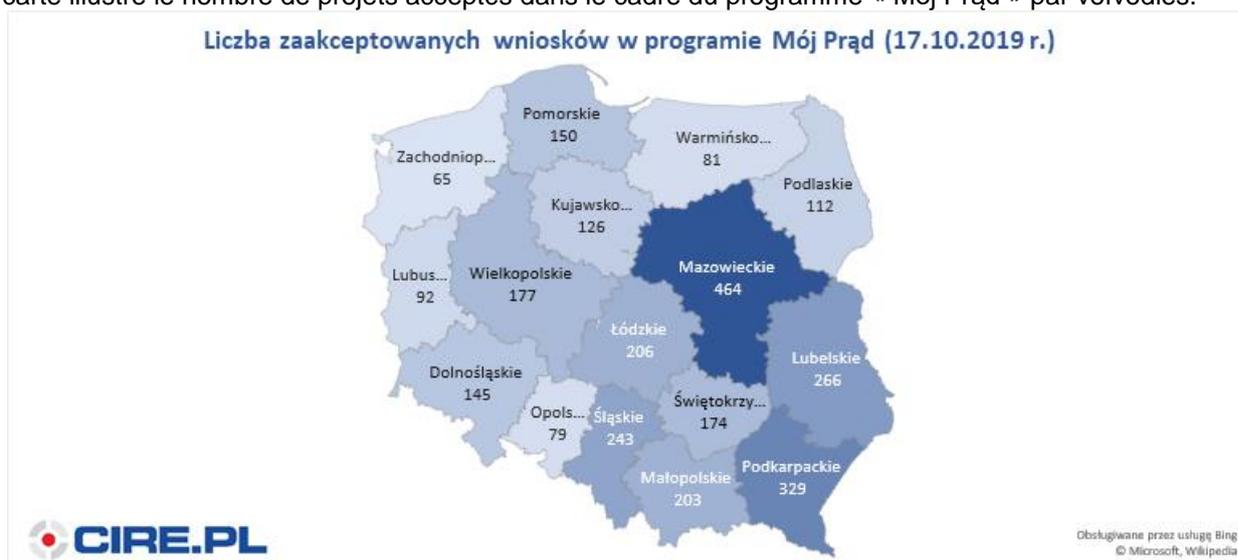
### Structure des ENR dans la production d'électricité en 2018



Source : rapport du Ministère de l'énergie

- Le groupe énergétique Tauron a acheté à la société In.Ventus cinq parcs éoliens on-shore d'une puissance totale de 180 MW. La valeur de la transaction s'est élevée à 137 M EUR. Grâce à cette acquisition la puissance totale des actifs éoliens du groupe Tauron a atteint 380,75 MW. Le groupe envisage d'augmenter la part des ENR dans sa production d'électricité à 30% en 2025 et à 66% en 2030. En 2018 il a produit 16,21 TWh d'électricité, dont à peine 0,97 TWh d'énergie verte (environ 6%).
- Les sociétés Energia Przykona détenue par le groupe NeolInvestments et la société chinoise China Sinogy Electric Engineering ont signé un contrat pour la construction dans la région de Grande Pologne (commune de Przykona) plusieurs parcs photovoltaïques d'une puissance totale de 600 MW. Les réalisateurs du projet espèrent recevoir le permis de construire pour les deux premiers parcs au début de 2020.
- Le développement de l'éolien off-shore va constituer un élément important de la politique énergétique polonaise. Le Ministère de l'énergie déclare travailler sur le projet de loi en la matière qui devrait être prêt à la fin de cette année. Toutefois le Ministre de l'énergie propose de consacrer à l'éolien off-shore un nouveau chapitre dans l'actuelle loi sur les ENR. Cette proposition se heurte à des protestations des acteurs potentiels du secteur. Les régulations sur l'éolien off-shore doivent être basées sur trois piliers : mécanismes de soutien aux investissements, modalités de connexion des parcs off-shore au réseau électrique national et régulations portant sur le « local content », c'est-à-dire la part des entreprises locales dans le développement de ce secteur. Selon les estimations du Ministère, la Pologne pourrait disposer de 6 GW de puissance dans les parcs éoliens off-shore d'ici 2030 et de 10,3 GW d'ici 2040 avec la production de l'ordre de 41 TWh/an. Le programme de l'éolien off-shore pourrait coûter jusqu'à 100 Md PLN (soit environ 23,2 Md EUR). Les groupes publics Orlen et PGE ont signé une lettre d'intention portant sur la coopération dans ce domaine. Le pétrolier Orlen envisage de construire des parcs éoliens off-shore d'une puissance de 1 GW et négocie le partenariat stratégique avec une douzaine d'investisseurs potentiels qui apporteront le know-how et détiendront 49% de parts dans la joint-venture créée pour la réalisation du projet. Le choix du partenaire stratégique est prévu pour mi-2020. Le groupe PGE a déjà retenu quatre partenaires stratégiques potentiels pour les négociations ultérieures. Il envisage de se doter d'ici 2030 de parcs éoliens off-shore d'une puissance de 3,5 GW.
- Le groupe énergétique PGE a signé avec les Chemins de Fer Polonais (PKP) une lettre d'intention portant sur la coopération dans la réalisation de projets photovoltaïques. La société PKP dispose de 100 000 ha de terrains où les parcs photovoltaïques pourraient être construits. Le groupe PGE a déjà sélectionné des terrains qui lui permettront de construire des centrales photovoltaïques d'une puissance d'environ 750 MW. L'objectif de PGE est de disposer de 2,5 GW de puissance photovoltaïque dans la perspective de 2030. Par ailleurs, le groupe PGE a décidé d'entamer les négociations avec la société danoise Ørsted sur la vente de 50% des parts dans ses deux projets de parcs éoliens off-shore (Baltica 3 et Baltica 2) d'une puissance de 2,5 GW. Au cours de ces négociations seront définies les conditions de coopération des deux partenaires dans la réalisation de ces projets.
- Les autorités polonaises ont lancé en septembre le programme „Mój Prąd” (Mon électricité) dont l'enveloppe s'élève à 1 Md PLN (232,6 M EUR). Le programme, réalisé par le Fonds National de la Protection de l'Environnement et de la Gestion de l'Eau (NFOSiGW), est destiné aux prosommateurs qui investiront dans des installations photovoltaïques. Le cofinancement maximum pour un projet s'élèvera à 5000 PLN (1163 EUR), ce qui permet de soutenir environ 200 000 prosommateurs. A la mi-octobre 2019,

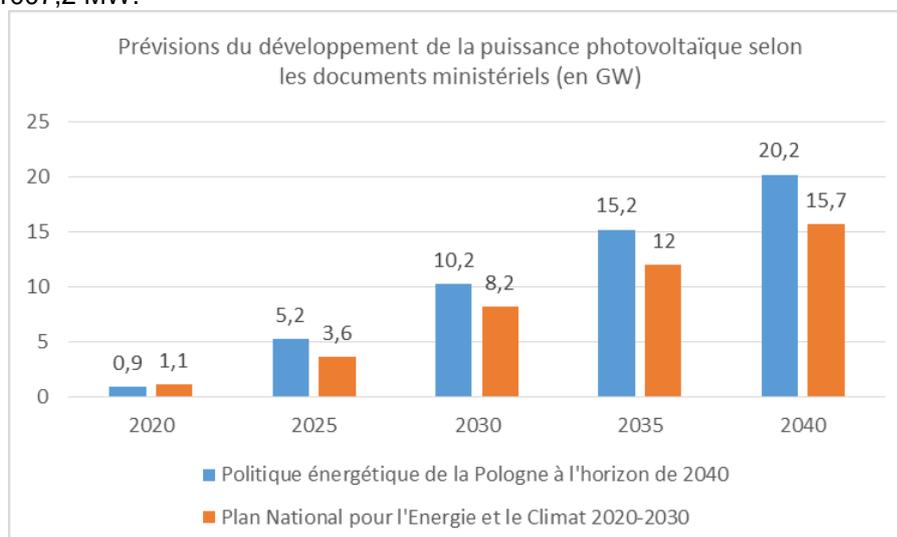
2912 demandes de cofinancement ont été acceptées pour un montant total de 14,3 M PLN (3,3 M EUR). La puissance totale des micro-installations cofinancées dans ce cadre s'élève à 16,35 MW. Ci-dessous la carte illustre le nombre de projets acceptés dans le cadre du programme « Mój Prąd » par voïvodies.



- L'Office de Régulation de l'Énergie (URE) a publié les dates des adjudications ENR pour cette année. Elles auront lieu les 25-26 novembre, les 2-6 décembre et les 9-13 décembre.
- Selon le classement publié par l'Association Polonaise de l'Énergie Éolienne (PSEW), les dix plus grands détenteurs de parcs éoliens on-shore en Pologne totalisent 44% de la puissance installée, soit 2574 MW. Leur classement se présente comme suit :
  - ✓ PGE Energia Odnawialna (Pologne) – 549,98 MW
  - ✓ EDP Renewables Polska (Portugal) – 418 MW
  - ✓ Groupe Tauron (Pologne) – 380,75 MW
  - ✓ Polenergia (Pologne) – 249,3 MW
  - ✓ Innogy Renewables Polska (Allemagne) – 242 MW
  - ✓ Energa (Pologne) – 211 MW
  - ✓ E.ON energie Odnawialne (Allemagne) – 160 MW
  - ✓ Engie Zielona Energia (Grance) – 138 MW
  - ✓ Energix Renewable Energies (Israël) – 119 MW
  - ✓ Quadran Polska (GFrance) – 106 MW.

En 2018, la production d'électricité à partir des ENR s'est élevée à 21,6 TWh, soit 12,7% de la production globale. Les centrales éoliennes ont produit 12,85 TWh, soit 59,5% d'électricité générée par les ENR.

- On observe en Pologne un développement rapide d'installations photovoltaïques. Leur nombre a atteint déjà 85 600 installations à la fin du premier trimestre de 2019. Ce nombre pourrait augmenter considérablement, d'autant plus que le Parlement a amendé la loi sur la TVA de manière à appliquer le taux réduit de 8% aux installations photovoltaïques mises en place par les prosommateurs. Le graphique ci-dessous présente les prévisions de la puissance du photovoltaïque selon les documents élaborés par le Ministère de l'énergie. Il est toutefois à noter qu'au 1<sup>er</sup> octobre 2019 la puissance totale photovoltaïque a déjà atteint 1007,2 MW.



Source : Ministère de l'énergie

## Effacité énergétique

- A partir de 2021 les standards de l'efficacité énergétique des bâtiments seront plus sévères, notamment en ce qui concerne la consommation de l'énergie primaire non renouvelable. Ceci devrait permettre avant tout d'éliminer graduellement les sources les plus émissives dans la production de chaleur. Si en 2018 le charbon contribuait à 72,5% à la production de la chaleur, sa part se verra progressivement réduite, d'autant plus qu'à partir de 2025, les ENR jouiront de la priorité dans ce secteur. La chaleur produite à partir des ENR aura un accès libre aux réseaux de chauffage urbain et ne pourra pas être refusée par les opérateurs de ces réseaux.
- Neuf projets de thermo-modernisation de bâtiments éducatifs et d'immeubles d'habitations dans la ville de Starachowice bénéficieront du soutien du programme régional opérationnel à hauteur de 20 M PLN (4,6 M EUR). La valeur totale des opérations envisagées, y compris, la connexion de ces bâtiments au réseau du chauffage urbain, est évaluée à 36 M PLN (8,4 M EUR). La thermo-modernisation de ces neuf bâtiments sera réalisée d'ici jusqu'à 2023.
- Le Fonds National de la Protection de l'Environnement et de la Gestion de l'Eau (NFOSiGW) prépare de nouveaux instruments de soutien aux collectivités pour leurs investissements énergétiques. Parmi ces instruments il est prévu de cofinancer l'établissement de bilans énergétiques des communes désireuses d'investir dans leur autonomie énergétique. Le cofinancement pourrait s'élever à 90% du coût d'un tel bilan.

## Energie

### Politique énergétique

- Lors de la réunion des Premiers Ministres du groupe de Visegrad tenue à Prague au sujet du cadre financier pluriannuel et de l'élargissement de l'UE, M. Mateusz Morawiecki a déclaré que les budgets de la PAC ou de la politique structurelle ne devraient pas être réduits. Les quatre chefs de gouvernement ont évoqué également la politique climatique et M. Morawiecki a répété que la Pologne ne pouvait pas renoncer rapidement au charbon, car il est primordial d'assurer la sécurité énergétique à tous les citoyens. Il a insisté sur le fait que les changements dans le secteur énergétique devaient s'opérer graduellement, d'une manière évolutive, en tenant compte de la situation réelle du pays. Son homologue tchèque a insisté pour que le nucléaire soit reconnu comme une source d'énergie non polluante et le Premier Ministre slovaque a plaidé pour le respect de la spécificité énergétique des Etats-membres de l'UE.
- Dans le programme énergétique du parti PiS, préparé pour les élections législatives d'octobre, l'accent a été mis sur la construction de centrales nucléaires qui à partir de 2035 pourraient contribuer à 10% au mix électrique polonais, sur la mise en place de solutions innovantes dans le secteur charbonnier et sur la création d'un hub gazier en Pologne grâce aux investissements dans l'extension du terminal méthanier de Swinoujście et dans la construction de l'interconnecteur polono-scandinave Baltic Pipe.
- La société Coface a préparé la liste des 500 plus grandes entreprises dans l'Europe Centrale et Orientale. Les entreprises polonaises ont dominé ce classement tant du point de vue de leur nombre (175) que du point de vue de leur CA en 2018 qui s'est élevé à plus de 275 Md EUR. Les sociétés du secteur énergétique se trouvent en tête de la liste : le groupe pétrolier Orlen en première position, le groupe gazier PGNiG en sixième position, le pétrolier Lotos en huitième position et le groupe énergétique PGE en neuvième position. Dans la première cinquantaine sont aussi classés le combinat du cuivre KGHM et les électriciens Tauron et Enea.
- Bien que plusieurs pays de l'UE (Bulgarie, Irlande, France, Lettonie, Slovaquie, Chypre et Grèce) aient déclaré leur intention de réviser à la hausse les objectifs portant sur la part de l'énergie verte dans leurs mix et l'amélioration de l'efficacité énergétique, la Pologne n'envisage pas de les suivre. Le Ministre polonais de l'énergie, M. Tchórzewski, a appelé d'éviter de faire pression sur les Etats-membres pour qu'ils transforment leurs secteurs énergétiques radicalement en si peu de temps, car ceci pourrait entraîner une baisse de la compétitivité de leurs économies et des fuites des industriels hors l'UE. Le Premier Ministre Morawiecki a ajouté de son côté que la politique énergétique et climatique polonaise était basée sur le bon sens en prévoyant de réduire la dépendance du charbon de manière à ce que la sécurité d'approvisionnement et le maintien des prix de l'électricité à un niveau relativement bas n'en souffrent pas trop.
- M. Piotr Naimski, plénipotentiaire du gouvernement pour l'infrastructure énergétique stratégique, a déclaré que la Pologne aurait besoin d'environ 23 Md PLN (5,3 Md EUR) au cours des quatre prochaines années afin de s'assurer la sécurité énergétique. Les dépenses de Gaz-System, opérateur du réseau de transport de gaz, se chiffreront à 14 Md PLN (3,2 Md EUR), celles de PSE SA, opérateur du réseau de transport d'électricité, à 6 Md PLN (1,4 Md EUR) et celles de l'opérateur logistique du secteur pétrolier, société PERN, à presque 3 Md PLN (698 M EUR). Le Ministre de l'énergie, M. Tchórzewski, a rajouté de son côté que le coût de la transformation du pays vers l'économie à émission nulle s'élèverait à environ 500 Md EUR, dont à 300 Md EUR pour le seul secteur énergétique. Par ailleurs, selon les prévisions de

la Banque de l'Economie Nationale (BGK SA) la transformation du secteur énergétique polonais coûterait 93 Md EUR d'ici 2040.

- Mme Kadri Simson, Estonienne qui est candidate au poste de commissaire de l'UE pour l'énergie, a déclaré que ses objectifs seraient la neutralité climatique d'ici 2050, la constitution d'un Fonds de la Juste Transition et la mise en place de l'impôt sur le charbon dans l'UE.

## Nucléaire

- M. Piotr Naimski, plénipotentiaire du gouvernement pour l'infrastructure énergétique stratégique, a réaffirmé que la Pologne devrait se doter de six réacteurs nucléaires au cours des 20 prochaines années. Ainsi l'énergie nucléaire pourrait contribuer à 20% à la consommation de l'énergie finale. Sans communiquer des détails il a déclaré la nécessaire accélération du programme nucléaire polonais tout en ajoutant que la côte baltique était prise en compte comme site de la première centrale nucléaire. M. Naimski a aussi dit que les autorités polonaises demanderaient à l'éventuel partenaire stratégique pour le projet nucléaire une participation financière à l'investissement à hauteur de 49% de son coût. Rappelons que dans le projet de « Politique énergétique de la Pologne à l'horizon de 2040 » il est prévu que le premier réacteur d'une puissance de 1-1,5 GW sera mis en place en 2033 et les réacteurs successifs seraient opérationnels tous les deux ans jusqu'à 2043. La puissance totale des blocs nucléaires devrait atteindre 6 à 9 GW.
- La décision du Premier Ministre portant sur la poursuite ou l'abandon du projet nucléaire devrait être obligatoirement prise avant la fin de cette année. Cette décision donnerait le feu vert ou arrêterait (si elle est négative) le programme nucléaire qui prévoit la mise en place du premier réacteur en 2033. Ce délai semble assez court, étant donné que le choix du partenaire stratégique pour ce projet durerait au moins deux ans.
- Le PiS est le seul parti qui souhaite encore miser sur le nucléaire. Le programme nucléaire qui a été proposé, dès 2008, par le parti PO, prévoyant un investissement de 70 Md PLN (16,3 Md EUR) a piétiné jusqu'à présent. Récemment le PiS se réfère de plus en plus souvent à cette source d'énergie. Au contraire, les partis de l'opposition demandent de soutenir les ENR. La coalition PSL Koalicja Polska souhaiterait un objectif de 50% de l'énergie verte à horizon 2033, la KO (coalition civique) en propose 1/3 dans la décennie, la Gauche promet plus de 50% des ENR d'ici 2035.
- Le Chef de l'Agence Internationale de l'Energie, M. Faith Birol, lors de son entretien avec le Ministre de l'énergie, M. Tchórzewski, a déclaré que son Agence était prête à soutenir le programme nucléaire polonais. Il s'est dit convaincu que l'atome et les ENR constituaient un élément essentiel dans la solution des problèmes climatiques.
- La société chimique Synthos, détenue par M. Sołowow, un des plus riches Polonais, et la société GE Hitachi (joint-venture de l'américain GE et du japonais Hitachi) ont signé un Memorandum of Understanding (MoU) portant sur la coopération dans une éventuelle construction en Pologne d'un réacteur de type BWRX 300 (Small Modular Reactor) d'une puissance de 300 MW. Il s'agirait en premier lieu d'équiper de tels réacteurs les usines de Synthos (18 usines dans 8 pays). Un réacteur de ce type serait aussi en mesure d'alimenter en énergie une ville de 100 à 120 000 habitants. Selon Synthos la technologie de Small Modular Reactors, mis en place en décembre 2018, est moins onéreuse que les réacteurs classiques de grande puissance. Un réacteur SMR coûterait environ 1 Md USD. Les premiers réacteurs de GE Hitachi pourraient voir le jour en 2028.

## Charbon

- Le Ministre de l'énergie, M. Tchórzewski, a déclaré que les mines polonaises pouvaient actuellement jouir d'une perspective stable et qu'elles nécessitaient d'importants investissements afin d'assurer aux centrales électriques conventionnelles la quantité du charbon correspondant à leurs besoins à l'horizon de 2040. Il a rajouté aussi que le secteur charbonnier devait aussi chercher d'autres possibilités d'utilisation du charbon, comme par exemple la gazéification du charbon à l'échelle industrielle permettant de produire de l'électricité, de la chaleur et certains produits chimiques.
- Les eurodéputés de la commission ITRE (Industrie, Recherche et Energie) du Parlement européen ont adopté la proposition de leur président, M. Jerzy Buzek, portant sur la constitution dans le budget de l'UE pour 2020 d'une enveloppe de 20 M EUR destinée à la Plateforme de soutien aux régions minières qui procèderaient à la décarbonation. L'UE compte 41 régions minières dont six se trouvent en Pologne (Haute Silésie, Lublin, Petite-Pologne, Łódź, Basse-Silésie et Grande-Pologne).
- Les syndicats miniers du groupe charbonnier PGG estiment que les résultats du secteur charbonnier pour 2018 et ceux de l'année en cours justifient la demande d'augmentation des salaires d'environ 12%. Ils ont demandé au Ministre de l'énergie de prendre part aux négociations à ce sujet avec le directoire de PGG. Les négociations ont été longues, mais un certain compromis a pu être atteint. Ainsi, les 42 000 salariés de PGG recevront le 10 décembre une prime de 860 PLN (200 EUR) et une garantie du maintien des salaires au niveau actuel. La question de l'augmentation des salaires en 2020 reste toutefois ouverte et fera l'objet des négociations prévues pour mi-novembre de cette année. Rappelons que le salaire

moyen dans le secteur charbonnier s'est élevé de 7180 PLN/mois (1670 EUR) à 8275 PLN (1924 EUR) entre décembre 2018 et le mois de juin de cette année.

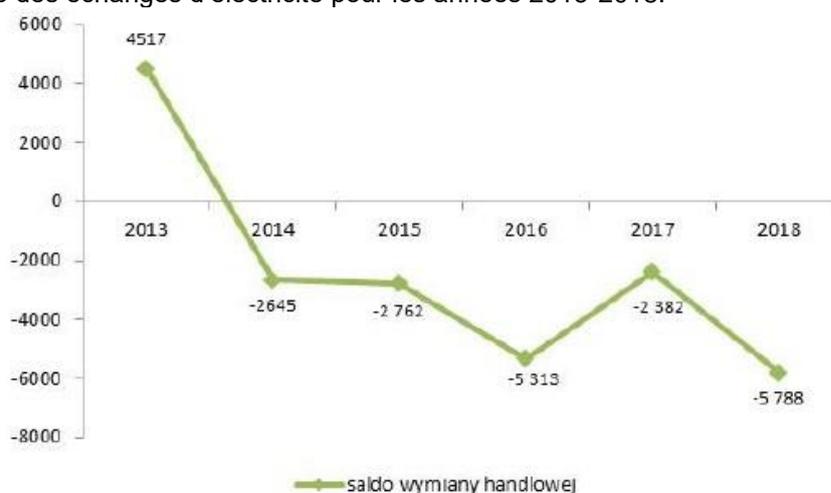
- Le secteur charbonnier envisage de recourir plus intensément aux technologies de gazéification de charbon. Le groupe charbonnier PGG estime que la gazéification permettrait de réduire les besoins en gaz importé. Deux installations de gazéification qui produiraient du gaz de synthèse permettraient de couvrir à 50% les besoins en gaz de l'industrie chimique polonaise. PGG a déjà sélectionné deux sites où de telles installations pourraient être mises en place. Il s'agit des terrains des mines Ziemowit à Łędziny et Jankowice à Rybnik. Le coût d'une installation de gazéification est estimé à environ 500 M EUR.
- La production de houille est en baisse. Au cours des huit premiers mois de l'année, cette baisse a été de 3% par rapport à la même période de l'année passée et la production s'est élevée à 41,3 M t.
- La société PG Silesia, société charbonnière détenue par le groupe tchèque EPH et propriétaire d'une mine de charbon en Pologne, a déclaré être intéressée à l'achat de la mine de houille Janina qui est détenue par le groupe énergétique Tauron. Tauron, dont les trois mines génèrent actuellement des pertes, cherche à vendre la mine Janina et l'éventuelle transaction aurait un accord préliminaire du Ministère de l'énergie.
- Le Directeur Régional de la Protection de l'Environnement de Katowice a donné le label d'exécution immédiate pour sa décision environnementale portant sur l'exploitation du gisement de charbon Imielin Nord envisagée par le groupe minier PGG. Le gisement, riche d'environ 70 M t de houille de haute qualité, pourrait être exploité par la mine Piast-Ziemowit détenue par PGG. La population locale concernée proteste contre cet investissement de peur de voir l'environnement naturel se dégrader et leurs maisons s'affaisser. PGG souhaite commencer l'exploitation de ce gisement à partir de 2026.
- La construction par le groupe JSW SA d'une nouvelle mine pour l'exploitation du gisement Bzie-Dębina vient de commencer. L'investissement sera réalisé d'ici 2024 et la nouvelle mine emploiera environ 2000 personnes et produira 2,5 M t de charbon à coke par an. JSW SA prévoit d'y investir près de 3 Md PLN (698 M EUR) d'ici 2033. Par ailleurs, le Ministre de l'Environnement a délivré au groupe la concession pour l'exploration du gisement de houille Chełm II dans la région de Lublin. La concession, délivrée pour quatre ans, porte sur une surface de 96,77 km<sup>2</sup>.
- Selon les données d'Eurostat, les importations polonaises de charbon pour les premiers sept mois de cette année se sont élevées à 9,4 M t, dont 6,1 M t en provenance de la Russie. C'est pourtant moins qu'au cours de la même période de l'année passée où la Pologne a importé de Russie 7,64 M t de charbon. Pour remédier à la baisse de ses exportations, la compagnie russe KTK a établi de nouveaux tarifs pour la Pologne en révisant ses prix à la baisse qui pourrait atteindre jusqu'à 30% pour certains assortiments de charbon.
- Le Ministre de l'Environnement, M. Kowalczyk a déclaré dans son interview à l'hebdomadaire « Wprost » qu'il prévoyait que vers 2050 la Pologne serait en mesure de s'abstenir totalement de l'utilisation du charbon dans le secteur énergétique. Le Ministère de l'énergie en doute estimant que la transformation énergétique prendrait au moins 40 ans.
- Les habitants des villes silésiennes Rybnik et Imielin, soutenus par des organisations écologiques, ont constitué une coalition « Juste Transformation de la Silésie » pour protester contre de nouveaux investissements miniers sur leurs terrains. Ils ne veulent pas de nouvelles mines de charbon à Imielin, Mysłowice, Pszczyna et Rybnik.
- Les autorités envisagent d'amender la loi géologique et minière de manière à simplifier les procédures de délivrance des concessions pour l'exploitation de nouveaux gisements de houille et de lignite. Cette simplification permettrait de créer par décision administrative des zones d'exploitation spéciales en dépit des plans d'occupation des sols existants. Les populations locales concernées et les organisations écologiques ne pourraient plus participer au processus d'investissement et les communes perdraient la possibilité de consulter la mise en place de nouvelles mines et le droit de s'y opposer. Le projet d'amendement ne serait pas conforme à la Constitution, car il donnerait à la décision administrative la priorité par rapport aux plans d'occupation des sols qui sont les actes de droit local. Le projet est vivement contesté par l'Union des Villes Polonaises et par les communes de Haute-Silésie qui semblent les plus concernées par les régulations proposées. Il semble que cette tentative d'amendement de la loi géologique et minière ait été suspendue.
- Lors de la conférence à haut niveau tenue au Comité Européen des Régions le 9 octobre il a été question du Fonds de la Juste Transition qui devrait soutenir 41 régions minières européennes en transition énergétique au cours des sept prochaines années. Le budget proposé, 5 Md EUR, semble toutefois insuffisant et il devrait être révisé à la hausse selon l'opinion de M. Günther Oettinger, Commissaire du Budget et des Ressources Humaines et de M. Jerzy Buzek, eurodéputé polonais et ancien chef de la commission ITRE.

## Électricité/chaleur

- La synchronisation des systèmes électriques des pays baltes, via la Pologne, au système de l'occident européen coûterait au moins 1,5 Md EUR. Le processus de synchronisation devrait se terminer en 2025. En ce qui concerne la connexion de la Lituanie au système polonais, il sera réalisé par un câble sous-

marin (Harmony Link) et ce serait un des investissements les plus coûteux dans le cadre du programme de synchronisation. Le lancement de l'appel d'offres pour le choix du réalisateur de cette connexion est prévu en 2020 et les travaux devraient commencer en 2023. L'étude de faisabilité de Harmony Link sera cofinancée à 50% (10 M EUR) par les fonds européens.

- La construction de deux blocs énergétiques à charbon de 900 MW chacun dans la centrale électrique d'Opole vient de s'achever. L'investissement, dont le coût s'est élevé à 9,4 Md PLN (env. 2,2 Md EUR), a été réalisé par le consortium composé de Rafako, Polimex-Mostostal et Mostostal Warszawa, la partie de Rafako étant sous-traitée par Alstom Power (actuellement GE Power). Les nouveaux blocs produiront 12,5 TWh an et alimenteront en électricité quatre millions de ménages. Par contre, le bloc à charbon de 910 MW en construction dans la centrale de Jaworzno détenue par le groupe Tauron aura 4 à 5 mois de retard et ne sera pas prêt avant le mois de mars 2020.
- Le gestionnaire du réseau polonais de transport d'électricité, société PSE, a informé qu'après les huit premiers mois de cette année les exportations d'électricité s'étaient élevées à 763,3 GWh et les importations – à 7095,4 GWh. Les trois premiers clients de PSE ont été la Lituanie (243,2 GWh), la Suède (162,3 GWh) et l'Allemagne (152,7 GWh). Les principaux fournisseurs de la Pologne ont été la Suède (1956,8 GWh), l'Allemagne (1598,1 GWh) et la Lituanie (1510,4 GWh). Le graphique ci-dessous présente le solde des échanges d'électricité pour les années 2013-2018.

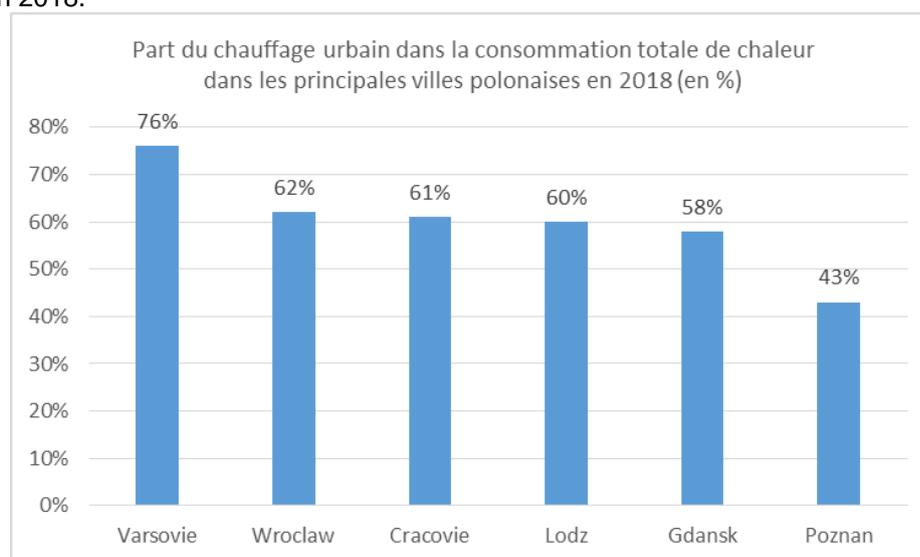


**ligne verte – solde des échanges d'électricité avec l'étranger**

- La loi sur le gel des prix de l'électricité prévoit que les prix arrêtés au niveau du 30 juin 2018 s'appliqueront pour toute l'année 2019 à près de 17 millions de clients finaux (98%). Toutefois, à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2019 les vendeurs d'électricité ne sont plus obligés d'appliquer le prix de juin 2018 aux moyennes et grandes entreprises. Ces entreprises pourraient demander des compensations pour l'électricité consommée au cours du second semestre de cette année dans le cadre de l'aide de minimis selon les réglementations européennes. Le Ministre de l'énergie estime que le montant des compensations à payer pour le 1<sup>er</sup> semestre 2019 s'élèverait à 2,1-2,3 Md PLN (de 488 à 535 M EUR) et pour l'ensemble de cette année à 4,2 et 4,3 Md PLN (977 M-1 Md EUR). Toutefois le quotidien « Puls Biznesu » a calculé que les compensations dues aux seules quatre sociétés publiques (PGE, Energa, Enea et Tauron) avoisinent déjà 2,6 Md PLN (604,6 M EUR) pour le 1<sup>er</sup> semestre de cette année. Interrogé sur le niveau des prix d'électricité en 2020, le Ministre de l'énergie s'est abstenu de répondre clairement, mais il a déclaré que son parti ferait tout son possible pour maintenir le niveau actuel des prix. Il a rajouté qu'en 2020 le taux réduit des droits d'accises sur l'électricité et de la taxe dite transitoire ne changerait pas. Toutefois, selon le nouveau Président de l'Office de Régulation de l'Energie (URE) le gel administratif des prix d'électricité nuit au marché et ne devrait pas être prolongé l'année prochaine.
- Cinq sociétés prennent part à l'appel d'offres lancé par le groupe Energa pour la construction d'un bloc énergétique à gaz d'une puissance de 450-750 MW à Grudziądz. Energa attend à la fin de cette année le dépôt des offres définitives. Le bloc sera construit dans la technologie CCGT (Combined Cycle Gas Turbine) selon la formule « clé en main ». La période des travaux est estimée à 3 ans. Les participants à l'appel d'offres sont Mitsubishi Hitachi Power System Europe, GE Power, Siemens, Polimex Mostostal et Rafako en consortium avec Cobra Instalaciones et Servicios.
- Le groupe Energa s'est vu attribuer 166 M PLN (38,6 M EUR) des fonds européens disponibles dans le cadre du programme opérationnel « Infrastructure et Environnement » pour la mise en place du réseau intelligent de distribution d'électricité « Smart Grid ». La valeur totale du projet « Smart Grid » est estimée à 240 M PLN (55,8 M EUR). Le réseau de distribution d'Energa se compose de 188 000 km de lignes énergétiques situées sur une surface de 75 000 km<sup>2</sup>, soit 24% du territoire du pays.
- Le combinat chimique Azoty Pulawy a signé un contrat avec le consortium composé de Polimex Mostostal, Polimex Energetyka et SBB Energy pour la construction d'un bloc énergétique à charbon

d'une puissance de 90-100 MWe et de 300 MWt. L'investissement sera réalisé dans la formule « clé en main » et le nouveau bloc remplacera deux blocs actuels construits dans les années 1960.

- Au cours des neuf premiers mois de 2019 la production d'électricité a atteint 118,351 GWh, soit une baisse de 2,89% par rapport à la même période de l'année passée. La consommation d'électricité a baissé de 0,66% en atteignant 125,785 GWh.
- Le groupe énergétique Tauron qui approvisionne en électricité environ 5,6 M de clients finaux du sud de la Pologne procède à d'importants investissements dans la modernisation et l'extension de son réseau de distribution. Elle dépensera à cet effet plus de 1,7 Md PLN (395 M EUR) en 2019.
- En 2018, les sociétés de chauffage ont vu leurs résultats financiers se dégrader. Leur bénéfice n'a atteint que 345,1 M PLN (80,3 M EUR) contre 1,27 Md PLN (295,3 M EUR) en 2017. Le taux de rentabilité s'est élevé à peine à 1,88% contre 6,71% en 2017. La production de chaleur à partir du charbon a contribué à 72,5% de la production globale du secteur contre 74% en 2017. La production à partir du gaz et celle à partir des ENR (notamment la biomasse) y ont contribué à environ 8% chacun. Le changement des combustibles dans le secteur du chauffage vers une meilleure utilisation des ENR progresse très lentement et nécessite un soutien considérable de la part du gouvernement. Le graphique ci-après présente la part du chauffage urbain dans la consommation totale de chaleur dans les plus grandes villes polonaises en 2018.



Source : société de conseil PwC

## Électromobilité

- La start-up polonaise Hop City se prépare à lancer un nouveau service dans le domaine de l'électromobilité. Il envisage de mettre en place une station permettant en même temps d'échanger la batterie d'un véhicule électrique deux roues et de le recharger. La première station de ce type serait installée encore cette année. Trois localisations sont prises en compte : Varsovie, Wrocław ou Triville (Gdańsk, Sopot, Gdynia).
- La société GreenWay Polska, détentrice du plus grand réseau de bornes de recharge en Pologne, a mis en place la première borne de recharge d'une puissance de 150 kW. La borne est située près du centre commercial Galeria A2 à Poznań. Par ailleurs, GreenWay Polska a signé un accord avec la société AMIC Energy, gestionnaire d'un réseau de 114 stations-service, pour la mise en place de dix bornes de recharge auprès des stations gérées par AMIC. Deux bornes envisagées seront situées à Varsovie.
- Fin août 2019, la Pologne comptait 624 bornes de recharge à courant alternatif et 264 bornes à courant continu, soit au total 1611 points de recharge. Leur nombre devrait augmenter assez rapidement, d'autant plus que la Direction Générale des Routes Nationales et des Autoroutes (GDDKiA) a lancé un premier appel d'offres pour la réalisation de 27 bornes de recharge le long des principales routes polonaises qu'elle gère. Au total, elle a sélectionné déjà 159 sites qui disposeront de bornes de recharge d'ici 2023. Il s'agit notamment de l'autoroute A1 entre Toruń et Tuszyn et entre Pyrzowice et Gorzyczki à la frontière tchèque, de l'autoroute A2 entre Konin et Varsovie et de l'autoroute A4 entre Katowice et Wrocław. Des bornes de recharge seront aussi installées sur les voies express S3 entre Szczecin et Gorzów, S7 entre Varsovie et Gdańsk et S8 entre Varsovie et Białystok.
- Le groupe énergétique PGE envisage de construire 500 bornes de recharge pour les véhicules électriques d'ici fin 2022. Il en dispose déjà d'une cinquantaine. Par ailleurs, la filiale du groupe, PGE Nowa Energia, s'est engagée à assurer à ces bornes un approvisionnement à 100% en énergie verte.
- Le groupe énergétique PGE et l'Établissement de sécurité sociale ZUS ont signé une lettre d'intention sur la coopération dans la mise en place de bornes de recharge pour les véhicules électriques auprès des

agences de ZUS. Dans une première étape, il est envisagé de mettre cinq à huit bornes de recharge près des agences ZUS dans les plus grandes villes polonaises.

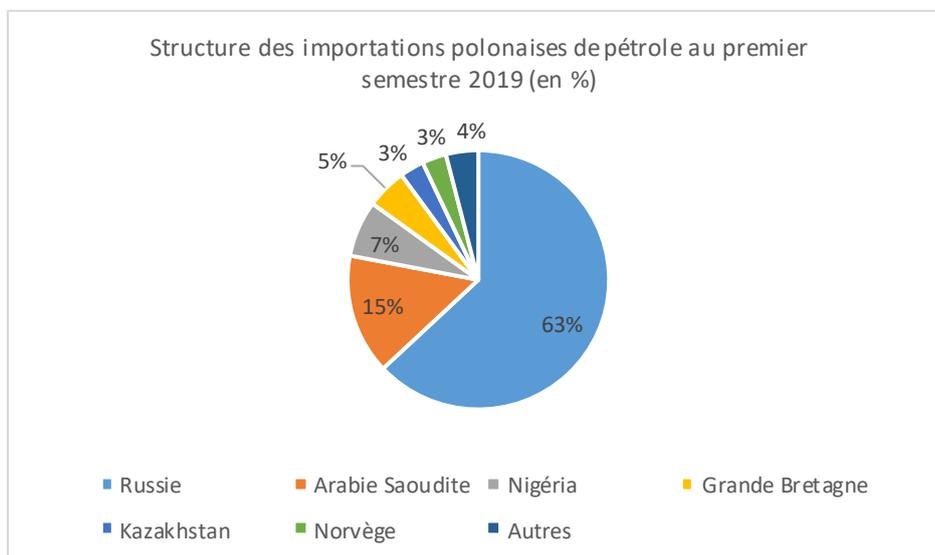
- D'après le projet d'arrêté du Ministre de l'énergie, les développeurs seront tenus à partir de 2021 d'assurer sur les parkings dans les nouveaux immeubles d'habitations, une puissance électrique permettant d'installer une borne de recharge d'au moins 3,7 kW pour chaque place de stationnement.

## Gaz et pétrole

- La société Nord Stream 2 AG a porté plainte devant une cour d'arbitrage contre l'Union européenne lui reprochant l'adoption de la révision de la directive gazière pouvant entraîner le retard et le surcoût de la réalisation du gazoduc Nord Stream 2. La société, qui est une filiale suisse détenue à 100% par Gazprom, fait valoir la Charte Energétique, signée par la Suisse mais non pas par la Russie, en accusant l'UE d'avoir transgressé les dispositions de cette Charte par l'adoption de la révision de la directive gazière. Par ailleurs, l'Agence Energétique danoise a déclaré que deux demandes d'autorisation de construire le gazoduc Nord Stream 2 sur les eaux territoriales danoises, déposées par la société Nord Stream 2 AG, étaient toujours en cours d'instruction et qu'il était difficile de prévoir la date de la fin de la procédure.
- Le Président de la société Gaz-System, gestionnaire du réseau polonais de transport de gaz, a déclaré qu'en 2030 toutes les villes polonaises pourraient être alimentées en gaz. Pour y arriver, Gaz-System, dépensera près de 2 Md PLN (465 M EUR). Par ailleurs, Gaz-System envisage de construire d'ici 2022 environ 2000 km de nouveaux gazoducs de transport, dont 650 km de gazoducs faisant partie du corridor Nord-Sud, 500 km de gazoduc Baltic Pipe et des interconnecteurs gaziers avec la Lituanie et la Slovaquie. Le budget pour ces investissements s'élève à près de 14 Md PLN (3,2 Md EUR).
- Selon les déclarations du Président du groupe gazier PGNiG, dès 2023 son groupe serait en mesure de satisfaire totalement une demande nationale en gaz pouvant atteindre 24 Md m<sup>3</sup>. Ce gaz proviendrait de l'exploitation locale, de l'exploitation par PGNiG de ses gisements norvégiens et des importations de GNL. Le contrat long terme avec le russe Gazprom ne sera pas prolongé.
- Selon les données des autorités ukrainiennes la Pologne est devenue le troisième exportateur de gaz vers ce pays, après la Slovaquie et la Hongrie. Au cours des huit premiers mois de 2019, la Pologne a exporté vers l'Ukraine 960,8 M m<sup>3</sup> de gaz.
- La société « Polskie LNG » a annoncé avoir commencé les préparatifs à l'extension du terminal GNL de Swinoujście de 5 à 7,5 Md m<sup>3</sup>/an. Cette capacité devrait être atteinte vers la fin de 2022. La réalisation de l'investissement bénéficie d'un cofinancement des fonds européens d'un montant de 130 M EUR en provenance du programme opérationnel « Infrastructure et Environnement ». Suite à l'appel d'offres lancé au début de cette année séparément pour les travaux maritimes et terrestres, « Polskie LNG » a établi les short listes des candidats pour la réalisation des travaux. Pour la partie maritime cinq candidats ont été sélectionnés : Porr avec TGE Gas Engineering, Acciona Industrial avec Mostostal Varsovie, J&P Avax, Warbud avec Vinci Construction Grands Projets et Entrepose Contracting et Rover Maritime avec Cobra Instalaciones y Servicios. Pour la partie terrestre quatre candidats se trouvent sur la short list : Porr avec TGE Gas Engineering, Acciona Industrial avec Mostostal Varsovie et Sener Ingenieria Sistemas, Duro Felguera avec Rafako et Entrepose Contracting avec Warbud et Vinci Construction Grands Projets. Par ailleurs, la société « Polskie LNG » a signé avec l'entreprise allemande Selas-Linde GmbH un contrat pour la fourniture de deux régazéificateurs d'une capacité de 139 t/h chacun. Le contrat sera réalisé en 62 semaines mais sa valeur n'a pas été communiquée.
- Le 27 février 2018, le groupe pétrolier PKN Orlen et le Trésor de l'Etat ont signé une lettre d'intention portant sur la fusion d'Orlen et du groupe pétrolier de Gdańsk Lotos. Il est envisagé que dans une première étape PKN Orlen rachètera au Trésor 32,99% des actions de Lotos et ensuite, dans une deuxième étape, il lancera une offre publique d'achat des actions détenues par d'autres actionnaires de manière à contrôler au moins 66% du capital de Lotos. L'objectif de la fusion est de constituer un groupe fort et intégré qui pourrait être compétitif sur le marché international et mieux résister aux fluctuations conjoncturelles dans ce secteur. Pour finaliser la fusion il est toutefois nécessaire d'obtenir l'accord de Bruxelles, car le groupe consolidé couvrira entre 66 et 75% des ventes de gros de carburants et détiendra 29,4% des stations-service fonctionnant dans le pays et 54,4% de celles qui fonctionnent dans des réseaux (1783 stations d'Orlen et 493 stations de Lotos). Le groupe Orlen était en contact avec la Commission européenne pour discuter de la fusion envisagée et le 3 juillet de cette année, a déposé à Bruxelles une demande officielle d'autorisation pour cette fusion. La Commission européenne a reporté au 22 janvier 2020 sa décision sur la fusion des deux sociétés pétrolières polonaises selon la procédure « stop the clock », couramment utilisée lors de la deuxième phase des négociations. Grâce à cette procédure Orlen aura plus de temps pour fournir à la Commission des informations complémentaires et celle-ci aura plus de temps pour analyser le dossier avant de prendre la décision finale en la matière.
- Les problèmes avec le pétrole russe contaminé, les incidents avec les pétroliers dans la région du Golfe Persique et les attaques des drones aux raffineries du groupe saoudien Aramco déstabilisent les marchés mondiaux du pétrole, ce qui est aussi dangereux pour la Pologne. C'est une des raisons pour lesquelles les autorités polonaises et l'opérateur logistique du secteur pétrolier, société PERN, ont décidé

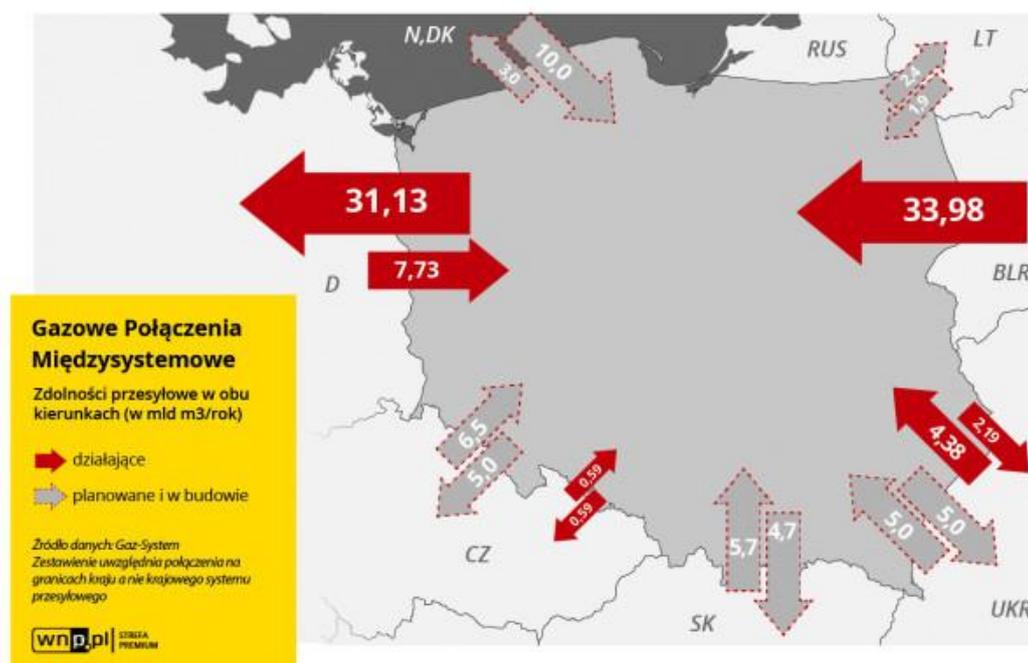
de réaliser d'importants investissements dans l'extension des sites de stockage de pétrole et du système d'oléoducs. La société PERN va dépenser à cet effet près de 2,7 Md PLN (628 M EUR) d'ici 2022. Elle a déjà lancé un appel d'offres pour la construction de la deuxième ligne de l'oléoduc de Poméranie transportant du pétrole sur 240 km entre Płock et Gdańsk. Le coût de l'investissement est évalué à environ 1 Md PLN (232,6 M EUR). A terme l'oléoduc de Poméranie permettra de transporter 25 M t de pétrole par an.

- La Pologne réduit ses importations de pétrole en provenance de la Russie. Si, en 2017 le pétrole russe a contribué aux importations polonaises à 80% et en 2018 – à 77%, au cours du premier semestre de cette année ce n'était plus que 63%. Le graphique ci-dessous présente la structure des importations polonaises de pétrole pour la première moitié de cette année.



Source : Institut Economique Polonais (PIE)

- M. Naimski, plénipotentiaire du gouvernement pour l'infrastructure énergétique stratégique, a déclaré que la Pologne ne prévoyait pas de prolonger le contrat long terme avec Gazprom qui expire en 2022. Grâce au développement des livraisons de GNL et à l'augmentation de la production de gaz par PGNiG en Norvège, à partir de 2022 le pays disposera d'une quantité de gaz suffisante pour assurer pleinement ses besoins. M. Naimski a aussi informé de la volonté des autorités de développer les interconnecteurs gaziers avec les pays voisins. La carte ci-après présente les interconnecteurs existants et ceux qui sont en construction et envisagés avec leurs capacités en milliards de m<sup>3</sup>/an.



**En rouge les interconnecteurs existants**

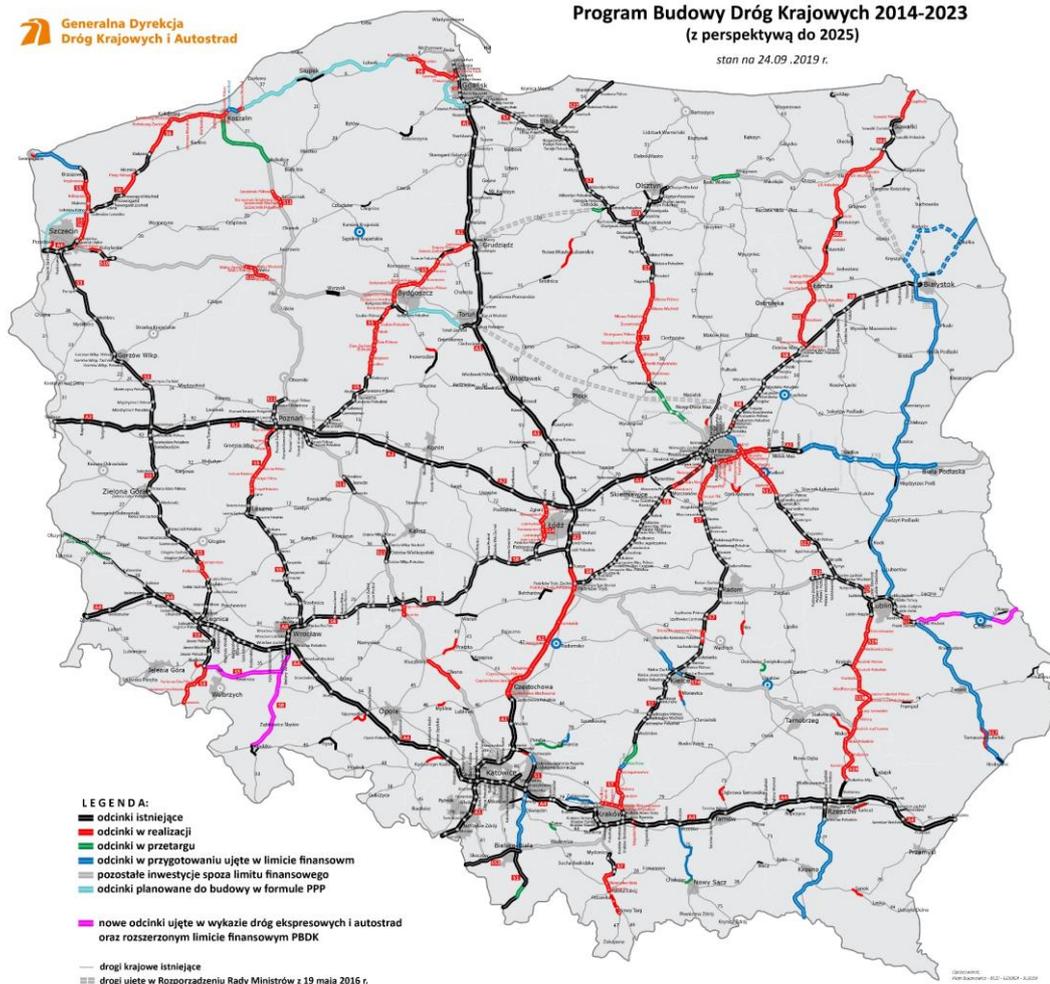
**En gris les interconnecteurs en construction et envisagés**

Source : portail informatique [www.wnp.pl](http://www.wnp.pl) d'après les données de Gaz-System

- Depuis 2016 le groupe PGNiG en commun avec l'Institut National de Géologie, réalise le projet « Geo-Metan » qui consiste à analyser les possibilités d'extraction à grande échelle de méthane à partir des gisements de charbon. Dans le cadre de ce programme PGNiG a mis en place une génératrice d'une puissance de 0,9 MW qui produit de l'électricité étant alimentée en méthane provenant du site minier Gilowice. Selon les estimations de l'Institut National de Géologie, les gisements de charbon de Haute-Silésie sont riches d'environ 170 Md m<sup>3</sup> de méthane et leur exploitation peut compléter la production nationale de gaz à hauteur de 1-1,5 Md m<sup>3</sup>/an.

## Infrastructures de transport

- Le Programme d'Investissements ferroviaires à l'horizon de 2023 était doté initialement de 66,5 Md PLN (15,5 Md EUR) et en février 2019 son budget a été augmenté à hauteur de 70 Md PLN (16,2 Md EUR). En septembre le Conseil des Ministres a décidé d'augmenter une nouvelle fois l'enveloppe du Programme, cette fois-ci de 5,7 Md PLN (1,3 Md EUR), étant donné que les coûts de réalisation du Programme ont considérablement augmenté. Cet argent supplémentaire serait destiné en premier lieu au financement des travaux sur la ligne circulaire autour de Varsovie et sur les lignes transeuropéennes E30 et E65 dans la région de Silésie. Selon M. Merchel, PDG de la société PKP PLK SA qui gère les voies ferrées polonaises, sa société prévoit que vers mi-2020 les investissements d'une valeur correspondant à un tiers du budget du programme seront entièrement décomptés. M. Merchel a rappelé que les investissements en cours de réalisation totalisaient plus de 40 Md PLN (9,3 Md EUR) et les appels d'offres étaient lancés pour les travaux dont la valeur avoisinait 7 Md PLN (1,6 Md EUR).
- Le projet de construction d'Aéroport Central est piloté par M. Mikołaj Wild, secrétaire d'Etat au Ministère des Infrastructures. L'aéroport sera localisé le plus probablement à Baranów, à 40 km à l'ouest de Varsovie. Sa construction coûtera environ 35 Md PLN (8,1 Md EUR), dont entre 16 et 19 Md PLN (soit 3,7-4,4 Md EUR) pour le seul volet aéroportuaire qui devrait être opérationnel fin 2027. L'ensemble des travaux sur le projet d'Aéroport Central est coordonné par la société de projet CPK. Elle a lancé en septembre les consultations sur son document de conception générale de l'Aéroport Central. Ce document de 350 pages, appelé « brief stratégique », a été adressé à tous les acteurs sectoriels pouvant être intéressés par ce grand projet. Les consultations durent jusqu'à la fin du mois d'octobre 2019.
- L'Aéroport de Modlin existe depuis 2012 et la compagnie low cost Ryanair est son unique utilisateur jusqu'à 2023. L'avenir de Modlin s'assombrit, alors que son ambition était de jouer le rôle d'aéroport complémentaire au futur Aéroport Central, rôle qui finalement a été confié à l'aéroport de Radom. Les investissements prévus par Modlin ont été bloqués par un de ses principaux actionnaires, entreprise publique PPL. Elle a d'abord refusé l'émission par l'aéroport des obligations d'une valeur de 60 M PLN (14 M EUR), ensuite le recours au crédit d'une valeur de 48 M PLN (11,2 M EUR) et dernièrement l'augmentation du capital de Modlin de 50 M PLN (11,6 M EUR) par la Voïvodie de Mazovie. Toutefois l'aéroport de Modlin réalise des investissements les plus urgents pour environ 9 M PLN (2,1 M EUR). Il s'agit de la modernisation de la piste de décollage et du réaménagement de la surface du terminal pour passagers.
- Fin mai 2016, le gouvernement polonais a décidé d'entreprendre les travaux permettant d'ouvrir la lagune de la Vistule à la Baie de Gdańsk. A cet effet il a été décidé de creuser un canal qui rendrait à Elbląg et aux communes avoisinantes l'accès direct à la mer. L'investissement devrait être réalisé d'ici 2022. L'appel d'offres lancé par l'Office Maritime de Gdynia pour la réalisation de la première étape de cet investissement a été remporté par le consortium polono-belge composé de NDI et Besix qui a proposé le prix de 992,3 M PLN (231 M EUR), alors que le budget prévu pour cette première étape du projet ne dépassait pas 718 M PLN (soit environ 167 M EUR). Toutefois le Ministère de l'Economie Maritime et de la Navigation Fluviale déclare que le financement supplémentaire du projet sera assuré par le Budget de l'Etat. Le contrat avec le vainqueur de l'appel d'offres a été signé début octobre.
- La Direction Régionale de la protection de l'Environnement de Kielce a délivré la décision environnementale pour la construction d'une nouvelle piste de décollage dans l'aéroport de Cracovie. C'est le plus important élément du plan d'investissement de cet aéroport pour les années 2017-2021. La nouvelle piste aura 2800 m de longueur et 60 m de largeur et permettra à l'aéroport d'accueillir les vols transatlantiques.
- Le Conseil des Ministres a actualisé le Programme de Construction de Routes Nationales à l'horizon de 2023-2025 en augmentant son enveloppe de 7 Md PLN (1,6 Md EUR) jusqu'à 142,2 Md PLN (soit environ 33 Md EUR). Par ailleurs, trois nouveaux tronçons routiers ont été inscrits sur la liste des investissements à réaliser. Il s'agit du tronçon de la voie express S8 entre Wrocław et Kłodzko, de la nouvelle voie express S5 Wrocław – Świdnica – Wałbrzych – Bolków (Basse-Silésie) et de la nouvelle voie express S12 entre Lublin et Drohusk à la frontière polono-ukrainienne. Le Ministre des Infrastructures, M. Adamczyk, a déclaré qu'en 2030 la Pologne compterait 6000 km de voies express et 2000 km d'autoroutes. La carte ci-dessous présente l'état d'avancement du Programme Routier.



Source : GDDKiA

**En noir les tronçons existants**

**En rouge les tronçons en construction**

**En vert les tronçons faisant l'objet d'appels d'offres**

**En bleu les tronçons en préparation**

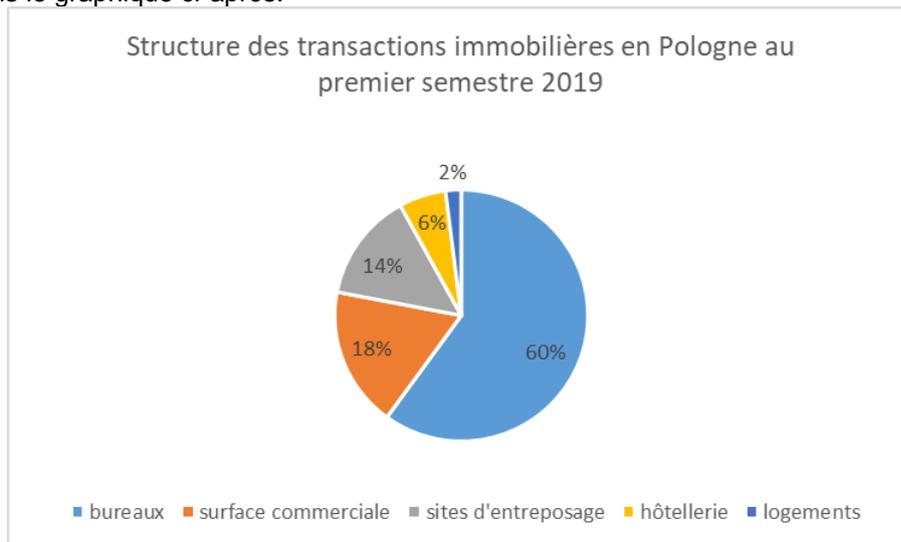
**En bleu clair les tronçons qui seront construits en PPP**

**En rose les tronçons inscrits sur la liste élargie des investissements routiers**

- La société CPK en charge de la réalisation du projet d'Aéroport Central a organisé, en commun avec l'Ambassade de Grande-Bretagne, un deuxième atelier de visualisation du futur aéroport où ont pris part trois cabinets d'architectes de renommée mondiale : Woods Bagot, Populous et KPF. Ces cabinets ont déjà travaillé sur la conception de plusieurs grands aéroports, dont ceux d'Abu Dhabi, Seul ou Singapour. Rappelons que le choix du partenaire stratégique pour la réalisation de l'Aéroport Central à Baranów ainsi que du réalisateur du masterplan pour le futur aéroport devrait intervenir au début de l'année prochaine.
- L'Aéroport régional de Katowice-Pyrzowice vient de commencer les travaux d'extension de son terminal B. Grâce à cet investissement, dont la réalisation durera deux ans, la capacité de l'aéroport augmentera de 40%, jusqu'à huit millions de passagers/an. La valeur des travaux d'extension est évaluée à environ 300 M PLN (69,7 M EUR).
- L'entreprise publique PPL (Aéroports de Pologne) a lancé un appel d'offres pour la construction d'un terminal d'une surface de 30 000 m<sup>2</sup> dans l'aéroport de Radom qui doit servir d'aéroport complémentaire au futur Aéroport Central. Les travaux en cours actuellement à Radom portent sur la prolongation de 2000 m à 2500 m de la piste de décollage et de la mise en place d'équipements de navigation. L'entreprise PPL entend investir à Radom près de 400 M PLN (93 M EUR) pour assurer à cet aéroport la capacité de 3 M de passagers par an.
- M. Żuchowski, Directeur de la Direction Générale des Routes Nationales et des Autoroutes, a annoncé que le tronçon polonais de l'axe routier Via Carpatia reliant les républiques baltes à la Grèce serait mis en exploitation d'ici 2027. Par contre, l'axe routier Via Baltica entre la frontière lituanienne et Varsovie serait prêt au cours du premier semestre de 2023.

## Bâtiment/Logement

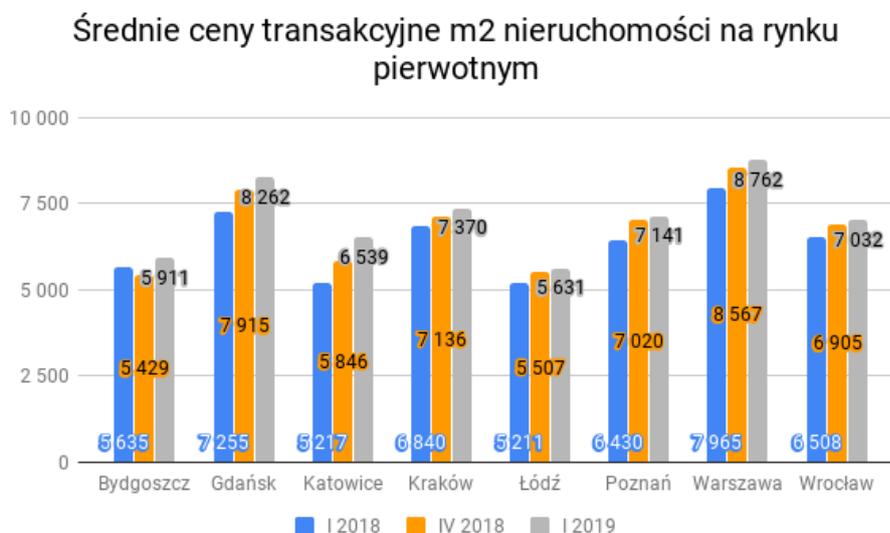
- Au cours des huit premiers mois de cette année 127 800 logements ont été construits, soit une augmentation de 10,4% par rapport à la même période de l'année passée. 79 500 logements (une augmentation de 14,3%) ont été mis sur le marché par les développeurs et 44 300 par les investisseurs individuels (+ 2%). La surface moyenne d'un logement s'est élevée à 89,9 m<sup>2</sup>, soit une baisse de 2,1 m<sup>2</sup>. Le nombre de permis de construire délivrés pour les logements a atteint 176 400, soit une augmentation de 1,6% par rapport aux huit premiers mois de l'année dernière. Fin août 824 700 logements étaient en cours de construction, soit + 3,4% par rapport au mois d'août 2018.
- Selon le dernier rapport de la société de conseil Savills au cours du premier semestre de 2019 les transactions immobilières sur le marché de l'Europe Centrale et orientale ont atteint 5,47 Md EUR, dont 50% (2,72 Md EUR) ont été réalisés en Pologne. Sur 60 transactions conclues, un tiers a été l'œuvre des investisseurs asiatiques, notamment coréens. Les transactions immobilières à Varsovie ont noté une augmentation de 119% en totalisant 1,3 Md EUR. La répartition des transactions par secteurs est présentée dans le graphique ci-après.



Source : Colliers International

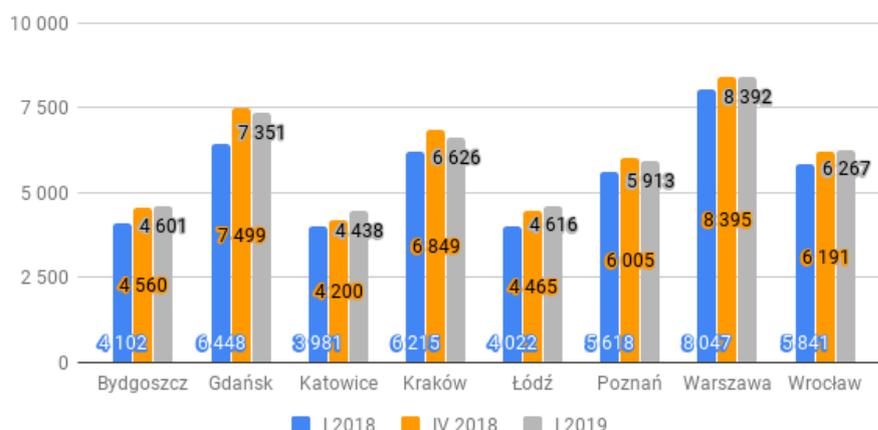
- Selon l'Office Central de Statistiques (GUS) et les données de la société de conseil HRE Investments, le nombre de logements vendus sur le marché secondaire augmente au détriment du marché primaire. Dans les sept plus grandes villes polonaises les transactions sur le marché secondaire ont augmenté de 7,1% en 2018, tandis que celles du marché primaire ont noté une baisse de 11%. Selon les experts du marché ce phénomène est dû à deux facteurs : une offre des développeurs inférieure à la demande existante et les prix des logements moins onéreux sur le marché secondaire. Les prix moyens au m<sup>2</sup> de logement sur les marchés primaire et secondaire dans les plus grandes villes polonaises sont présentés dans les graphiques ci-dessous.

### Prix moyens du m<sup>2</sup> de logement sur le marché primaire



## Prix moyens de 1 m<sup>2</sup> de logement sur le marché secondaire

### Średnie ceny transakcyjne m<sup>2</sup> nieruchomości na rynku wtórnym



Source: Banque Nationale de Pologne  
 En bleu – prix au 1<sup>er</sup> trimestre 2018  
 En orange – prix au 4<sup>ème</sup> trimestre 2018  
 En gris – prix au 1<sup>er</sup> trimestre 2019

- Les quinze plus grandes entreprises de construction en Pologne ont atteint en 2018 un CA au niveau de 33,2 Md PLN (7,7 Md EUR), soit une augmentation de 11,3% par rapport à 2017. En tête de la liste se trouvent Budimex, Strabag et Skanska. Les sociétés Warbud et Eurovia, détenues par le groupe français Vinci sont classées respectivement en huitième et quinzième positions.

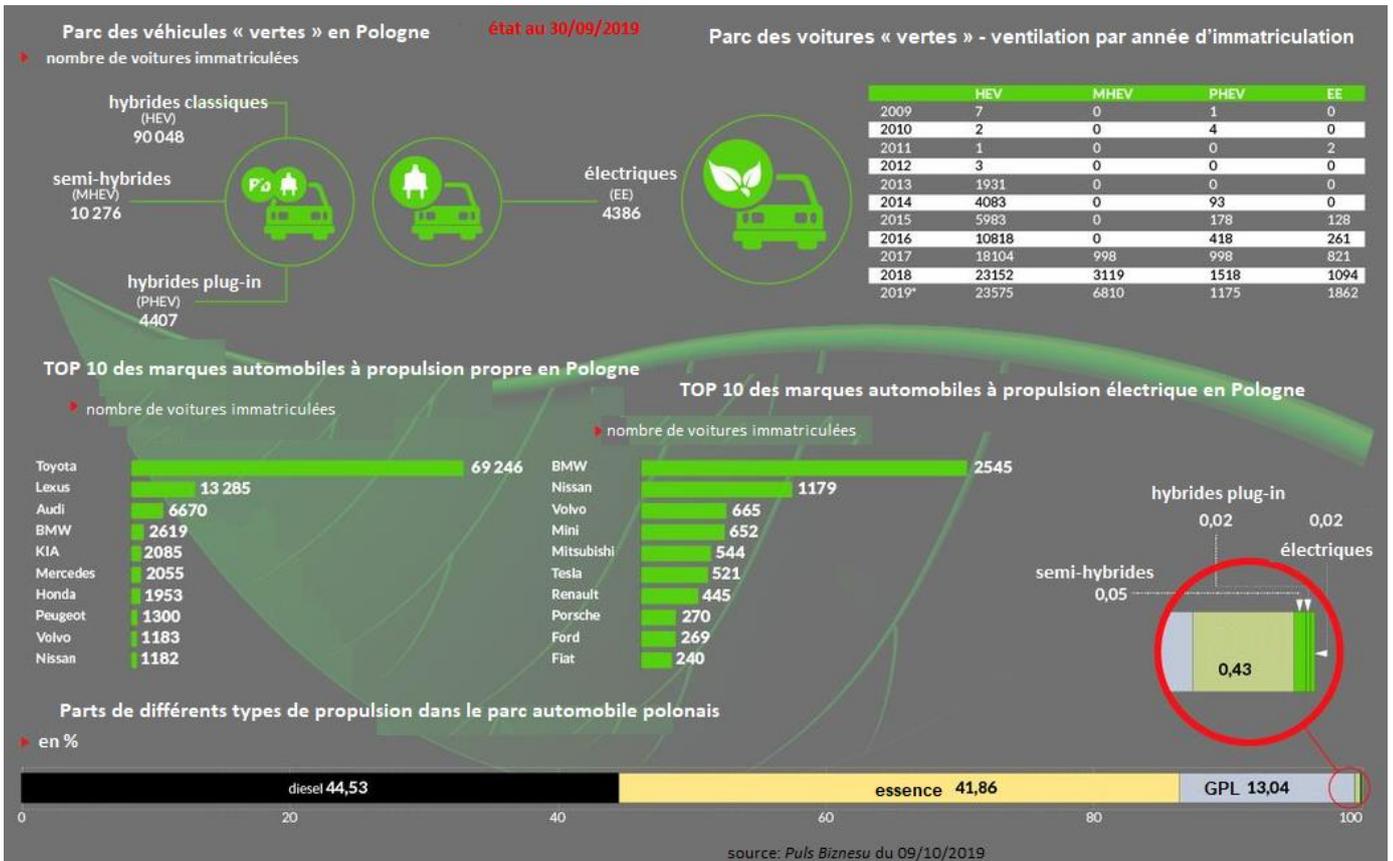
## Transport

### Ferroviaire

- Début octobre l'opérateur de fret PKP Cargo a mis en place la société PKP Cargo Terminale avec un siège à Przemysl (voïévodie des Basses-Carpates, près de la frontière avec l'Ukraine) ayant vocation à gérer plus de 25 terminaux de PKP Cargo en Pologne. A cette occasion, le 7 octobre courant lors d'une réunion à la gare de Przemysl, le Premier ministre Mateusz Morawiecki a annoncé la création d'«un grand centre logistique» de PKP Cargo dans cette ville ce qui s'inscrit dans la réalisation de l'idée 'les camions sur les rails' dont l'objectif est de reporter le trafic des marchandises de la route vers le rail.
- PKP Cargo achètera 220 nouvelles rames-plateformes au consortium de Wagony Swidnica (Pologne) et Astra Rail Industries (Roumanie). La valeur du contrat qui prévoit la livraison des 130 rames en 2021 et des 90 rames jusqu'au 30 novembre 2022, s'élève à plus de 126 M PLN (29, 3 M EUR). Le projet qui bénéficiera du cofinancement européen, s'inscrit dans la réalisation de la stratégie de bâtir une position forte de PKP Cargo sur le marché des services intermodaux de fret. De plus, l'opérateur vient de commencer les négociations ayant trait à l'acquisition de parts dans les sociétés roumaines Vest Trans RailSRL, Ferest Logistics SRL et Romcargounit SRL. L'ouverture de négociations fait partie de la réalisation de la stratégie de PKP Cargo pour la période 2019-2023 visant une expansion internationale en Europe centrale et orientale.
- PGNiG Obrot Detaliczny (commerce de détail) et PKP Cargo ont signé une lettre d'intention concernant une éventuelle coopération à long terme concernant le transport ferroviaire du gaz naturel liquéfié dans le pays et à l'étranger. La première étape de cette coopération consisterait à la préparation d'un projet-pilote du transport du GNL depuis le terminal à Swinoujscie au début de l'année 2020.
- Lors du Congrès 590 qui s'est tenu à la mi-octobre à Jasionka, Adam Laskowski, membre du conseil d'administration de PKP Intercity, a rappelé que la stratégie d'investissement de la société prévoyait d'ici la fin 2023 l'achat des 185 nouvelles rames et la modernisation des 700 rames.
- La SKM Warszawa (l'opérateur des trains rapides de Varsovie) s'est rétractée du contrat avec PESA pour la livraison des treize nouvelles rames (huit supplémentaires en option) et la modernisation du dépôt à Szczesliwice à cause du retard dans la réalisation du marché dont la valeur s'élève à de 310,5 M PLN (72, 2 M EUR). Le contrat qui a bénéficié du cofinancement européen à hauteur de plus de 200 M PLN (46, 5 M EUR), prévoyait la livraison des dix des treize trains commandés pour la fin de 2019. Pourtant, jusqu'à présent le fabricant polonais n'a fourni aucune rame. La SKM a en même temps déclaré qu'un nouvel appel d'offres serait lancé d'ici la fin du mois de décembre. En raison de la non-exécution du contrat, l'opérateur demandera à PESA le paiement des pénalités contractuelles à hauteur de 50 M PLN (11, 6 M EUR).

## Routier

- Selon le rapport présenté par l'Institut des Recherches du Marché Automobile 'Samar' en Pologne il y a uniquement 109 118 voitures particulières vertes ce qui donne un résultat très faible par rapport à la totalité du parc automobile polonais qui compte 17, 6 M de véhicules. Le marché des voitures vertes en Pologne est dominé par Toyota avec 63, 5% du marché.



## Urbain

- Le Tribunal de Varsovie vient de rejeter le recours à la décision de *Krajowa Izba Odwoławcza* (Chambre nationale de recours) formé par Stadler et Siemens Mobility dans l'affaire concernant l'appel d'offres pour la fourniture des 45 trains pour le métro de Varsovie. Conformément à cette décision Skoda, qui a remporté le marché en juin 2018, pourra finalement réaliser le contrat dont le montant s'élève à plus d'1, 3 Md PLN net (0, 3 Md EUR).

## Aérien

- Janusz Janiszewski, président par intérim de l'Agence Polonaise de la navigation aérienne présidera à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2020 l'Alliance A6 réunissant les plus grandes institutions européennes de la navigation aérienne, y compris l'Allemagne, la France, l'Espagne, l'Italie et le Royaume-Uni.

## HONGRIE

### Fonds européens

- La Hongrie a jusqu'ici reçu 276 M EUR de fonds européens dans le cadre du programme Horizon 2020, dédié à la recherche et à l'innovation. Ces fonds ont abondé 1 076 projets dans le pays. 58,6 M EUR ont été attribués dans le cadre du Conseil européen de recherche, 26,9 M pour la recherche dans les technologies de l'information et de la communication ; 22,5 M dans le secteur de la sécurité alimentaire, de l'agriculture soutenable et de la gestion des forêts. 90 M EUR ont été attribués à des entreprises ; 76,7 M EUR à des instituts de recherche ; 73,1 M EUR à des établissements d'éducation secondaire et tertiaire, et 13,4 M EUR à d'autres institutions publiques.

### Environnement

- Le Global Green Growth Institute (GGI), organisation internationale qui vise à développer une croissance verte en conseillant les différents gouvernements, va déplacer ses bureaux européens de Londres à Budapest, suite à un protocole d'accord signé entre son secrétaire général, Frank Rijsberman, et le

Secrétaire d'État hongrois à l'énergie Péter Kaderják. Parallèlement, la Banque Hongroise de Développement a annoncé la création d'un fond de l'eau doté de 15 M EUR.

- Le Premier ministre Viktor Orbán a déclaré qu'il n'était pas par principe opposé à l'objectif d'une Europe et d'une Hongrie neutres en carbone à l'horizon 2050, mais que cet objectif ne pourrait être atteignable qu'avec un large soutien financier de la première à la seconde. Le Premier ministre Orbán a estimé à 150 Md EUR le soutien nécessaire pour se passer des énergies fossiles – notamment le gaz naturel – pour la production d'énergie et les transports, soit environ 130% du PIB annuel du pays.

## Energie

### Gaz et électricité

- La consommation hongroise de gaz s'est établie à 9,88 Md m<sup>3</sup> en 2018, en baisse de 6% par rapport au 10,29 Md de 2017, retrouvant un niveau proche de celui de 2016 (9,6 Md m<sup>3</sup>). Le pic de consommation annuel a eu lieu le 27 février avec une consommation de 66,6 M m<sup>3</sup>. Le nombre de consommateurs de gaz a augmenté de 19 000, dont 17 000 ménages.
- La Hongrie a conclu un accord avec l'entreprise gazière russe Gazprom, aux termes duquel la compagnie commencera des livraisons des gaz dès avril. Ces livraisons auront pour but de remplir les réserves du pays en prévision de l'hiver 2020-2021. Les livraisons pourraient atteindre un total, encore en négociation, de 3 M m<sup>3</sup>. Pour la première fois de son histoire, les réserves de gaz de la Hongrie sont actuellement remplies au maximum de leur capacité, soit 6,4 M m<sup>3</sup>.
- FGSZ, la filiale de MOL en charge du gaz, a inauguré une station de compressage à Csanádpalota, à la frontière avec la Roumanie. Une fois les aménagements nécessaires terminés côté roumain, cette station permettra des livraisons de gaz bidirectionnelles pour un volume annuel total de 1,75 Md m<sup>3</sup>, ce qui serait une avancée majeure dans l'interconnexion des réseaux gaziers et l'indépendance énergétique de l'Europe centrale, où les flux sont encore majoritairement unidirectionnels. Un équipement similaire, devant à terme appartenir au réseau reliant la Hongrie *via* les Balkans, a été inauguré à Gorska Poljana, dans le sud de la Bulgarie.
- Le rachat, à l'échelle des maisons-mères, d'Innogy par E.ON, a des conséquences sur la structuration du marché électrique hongrois en raison des conditions posées par la Commission européenne pour valider cet achat, potentiellement défavorable pour la concurrence.
- Opus, une compagnie d'investissement dirigée par Lőrinc Mészáros, un proche du Premier ministre Orbán, a acheté à l'énergéticien allemand E.ON le distributeur d'électricité Titasz, actif dans le Nord du pays, et annoncé son intention de renforcer sa présence dans le secteur énergétique hongrois, à commencer par l'électricité. Titasz gère un réseau de 24 563 km, desservant 760 000 clients dans 500 communes. Dans le même temps, MVM, la compagnie publique d'électricité, a racheté 25% des parts d'E.ON Hungary à son homologue allemande, ainsi que différents actifs de la compagnie, notamment le gestionnaire du réseau électrique Émász Hálózati, et 50% des parts de la compagnie d'éclairage public budapestoise Budapest Disz- és Közvilágítási. Enfin, comme la loi hongroise l'y oblige, E.ON a publié des offres publiques d'achat du capital restant d'Elmú et d'Émász, les anciennes filiales hongroises d'Innogy.

### Pétrole

- La Hongrie et la Russie ont trouvé un accord sur le règlement du contentieux concernant la contamination du pétrole livré *via* le pipeline Drujba en mai, selon le ministre des Affaires étrangères Szijjártó, qui n'a pas révélé les détails de cet accord. En parallèle, les PDG des compagnies pétrolières nationales respectives, MOL et Lukoil, ont annoncé un renforcement de leur coopération, notamment dans le domaine de la pétrochimie à haute valeur-ajoutée.

### ENR

- Alteo, compagnie d'énergies renouvelables, va bénéficier du programme d'obligations garanties de la banque centrale de Hongrie. L'entreprise va lever des fonds le 24 octobre, à un taux annuel de 3,15%.
- MOL, la compagnie pétrolière hongroise, développe des parcs solaires autour de ses différents sites hongrois, afin d'assurer leur approvisionnement électrique. L'entreprise dispose depuis longtemps de ses propres sources d'approvisionnement électrique pour ses usines les plus sensibles. Les trois parcs solaires actuellement en développement (Százhalombatta, Tiszaújváros, Füzesgyarmat) ont une capacité combinée de 18,4 MW, l'entreprise disposant déjà d'un parc de 5 MW à Fehérgyarmat. L'entreprise espère produire plus d'énergie solaire que requis par ses installations industrielles, pour revendre ses surplus et se diversifier dans le marché des énergies renouvelables.

### Nucléaire

- Rosatom, énergéticien nucléaire russe, va organiser sa conférence Atomeco à Pécs, dans le sud du pays, le 6 et 7 novembre. C'est la première fois que cet événement annuel se tiendra hors de Russie. Pécs est situé à proximité de la centrale nucléaire de Paks, rénovée et agrandie par Rosatom.

- Le ministre des Affaires étrangères hongrois Péter Szijjártó a déclaré que les demandes de permis de construction de la centrale nucléaire de Paks II sont en cours d'instruction, et devraient être soumises à l'Agence Nationale de l'Energie Atomique le 30 juin 2020.
- Rosatom Automated Control Systems JSC (RASU JSC), filiale de l'entreprise publique russe Rosatom, et le consortium franco-allemand Framatome-Siemens ont signé mardi 22 octobre un accord en vue de la fabrication, de la livraison et de la mise en service de systèmes de contrôle-commande pour les réacteurs 5 et 6 de la centrale nucléaire de Paks. Selon les termes de l'accord signé, le consortium Framatome-Siemens fabriquera et livrera le matériel pour les systèmes de contrôle-commande, et procédera à leur certification et à leurs qualifications.

## Transports

### Ferroviaire

- Metrans, compagnie ferroviaire tchèque, a lancé le 21 octobre son premier train de conteneurs reliant Budapest à la Chine, précisant que la fréquence des allers-retours dépendrait du succès remporté par ce nouveau service, qui s'inscrit dans la stratégie des nouvelles routes de la soie.

## Infrastructures

### Fluviales

- Les principaux ports de plaisance le long du Danube au nord de Budapest – Esztergom, Zebegény, Dömös-atkelő et Visegrád, vont bénéficier d'un programme de rénovation d'une valeur globale de 3 M EUR à l'automne 2020. Mahart-Passnave Személyhajózási, compagnie publique de transport fluvial, va bénéficier d'une subvention d'État de 1,5 M EUR. Concrètement, la majorité des quais sera agrandie et leur tirant d'eau augmenté, permettant à des navires de croisière plus conséquents d'y accoster et, partant, de développer le tourisme fluvial.

### Routes

- 20 km de voies rapides de 2 x 2 voies ont été ouverts aux automobilistes sur l'axe Dunakeszi – Göd – Szödliget – Csöröd – Vác, entre Budapest et le Nord du pays. Avec les 10 km déjà existants de Budapest à Fot, le trajet Budapest- Vác prendra désormais 30 min sur 30 km de voies rapides, contre plus d'une heure sur la section à vitesse normale préexistante, tout en délestant les localités traversées d'un important flux de camions. La dernière section de 20 km de la double voie express M2, construite par l'entreprise Strabag, aura coûté près de 110 M EUR. Dans le cadre des travaux, cinq ponts ont été construits et quatorze ponts existants ont été rénovés. Près de 3 km d'écrans antibruit ont été construits, 10 km de murs de séparation en béton ont été posés et 6 km de fossés ont été installés.

## REPUBLIQUE TCHEQUE

### Energie

- Le ministre de l'industrie et du commerce, M. Karel Havlíček, a déclaré lors d'une conférence de presse le 21 octobre que la RT risquait d'être déficitaire en électricité à partir de 2030, prenant appui sur la dernière évaluation (MAF CZ) préparée par le ČEPS. Dans ce contexte, M. Havlíček estime que le renouvellement de la centrale nucléaire de Dukovany ne suffit pas et que, « au cours des cinq prochaines années, il faut ouvrir le débat sur le renouvellement de la centrale de Temelín ». « La construction stratégique de nouvelles unités nucléaires en RT ne peut être abandonnée ». Ces déclarations vont dans le même sens que celles du Premier ministre, Andrej Babiš, quelques jours auparavant devant la Commission parlementaire pour les affaires européennes : « la RT doit construire des réacteurs nucléaires même si elle doit violer le droit de l'UE ».

### ENR

- La construction de centrales solaires est devenue moins chère en République tchèque, en raison de la baisse des prix des panneaux photovoltaïques (de 90% au cours des dix dernières années) et du prix de l'électricité qui augmente. Leur nombre devrait donc augmenter. Certains projets peuvent alors se passer de l'aide de l'État. CEZ planifie les plus gros investissements. Mais les autres sociétés énergétiques l'avisent aussi. Elles veulent construire des centrales sur des terrains réhabilités, pas sur les terres agricoles. On estime que, dans 10 ans, la puissance des centrales solaires pourrait être 3,5 fois plus grande qu'aujourd'hui. Le problème actuel est le financement, car pour le moment les subventions de l'État ne sont destinées qu'aux petits projets. Mais selon le chef de l'association solaire, la RT ne peut pas remplir ses objectifs climatiques sans le solaire.

## Environnement

- La République tchèque rehaussera ses objectifs climatiques et la part des ressources renouvelables d'ici 2030. La Commission européenne, qui négocie actuellement avec les États membres sur leurs objectifs, désapprouve l'objectif initial de la République tchèque de 20,8% de renouvelable et demande 23%. Le gouvernement tchèque propose un compromis à 22%. Selon les experts c'est trop peu, mais le ministère de l'industrie avance que le soutien à l'énergie verte coûtera 600 Md CZK (23,3 Md EUR) d'ici 2030, via essentiellement l'investissement dans les centrales déjà existantes. Néanmoins, selon une étude de Deloitte, les coûts seraient pratiquement les mêmes entre un objectif à 20,8% et un objectif à 23% : ils s'élèveraient à 90-100 Md CZK (3,5 – 4 Md EUR) s'il n'y a pas de chute drastique du prix de l'électricité. L'estimation élaborée par la Chambre des ressources renouvelables est similaire : 118 Md CZK (4,5 Md EUR) pour l'objectif à 23%.
- Le ministère tchèque de l'environnement a lancé un projet de coopération avec l'OCDE en vue de l'élaboration du Cadre stratégique national pour l'économie circulaire de la République tchèque 2040. Le projet est financé par l'UE et est développé en coopération avec la Commission européenne. La République tchèque n'a pas encore de stratégie spécifique pour l'économie circulaire. Le cadre stratégique pour l'économie circulaire de la République tchèque à l'horizon 2040 reflète la nécessité de promouvoir les principes de l'économie circulaire en République tchèque et met l'accent sur les mesures nécessaires pour rendre la République tchèque résiliente face aux futures menaces environnementales, notamment le changement climatique et la perte de biodiversité.
- Le ministère tchèque de l'environnement soutient la plantation d'arbres avec une enveloppe de 100 M CZK (4 M EUR). L'objectif est de planter dix millions d'arbres hors forêt d'ici cinq ans. Cette aide est destinée à tous ceux (organisations locales, offices, entreprises, écoles, communautés, groupes, individus) qui planteront un arbre hors de la forêt et qui s'en occuperont.

## Infrastructures

- Pour l'année 2020, selon le budget prévisionnel de l'État, 87,3 Md CZK (3,4 Md EUR) seront alloués à la SFDI, autorité de financement des projets d'infrastructures du ministère des transports, dont 70 Md CZK de ressources nationales et 17 Md CZK des fonds européens. Cette enveloppe est inférieure aux 100 Md CZK de l'année 2018 (initialement prévue à 86 Md CZK mais augmentée au cours de l'année). Selon la SFDI, ce budget ne permettra pas de couvrir les besoins et de financer notamment les réparations des routes régionales. Au total 21 Md CZK sont destinés à la construction et à la modernisation des infrastructures routières, 24 Md CZK aux infrastructures ferroviaires et 1,6 Md CZK aux voies navigables. Le reste des moyens affectés servira à financer les réparations et la maintenance des différents systèmes de transport.

## Transports

### Ferroviaire

- L'opérateur privé tchèque, RegioJet, affiche une bonne croissance du nombre de ses voyageurs (3,1 M lors du 1<sup>er</sup> semestre 2019, soit une hausse de 13% par rapport à la même période en 2018) et de son bénéfice réalisé. En six mois, l'opérateur a réussi à générer un bénéfice identique au bénéfice total de 2018. Cette hausse est principalement due aux lignes internationales vers l'Autriche et la Slovaquie. L'opérateur a également annoncé la mise en service d'une nouvelle ligne Prague – Budapest via Brno et Vienne. Pour renforcer davantage ses capacités, l'opérateur élargit significativement sa flotte et achète des locomotives Traxx MS3 de Bombardier et des wagons Astra.
- De même que CD Cargo ou České dráhy (Chemins de fer tchèques), RegioJet a dû annuler l'AO pour l'installation d'ETCS dans ses neuf locomotives faute de marque d'intérêt. Les appels d'offres pour l'équipement ETCS n'aboutissent pas dans la plupart des cas. Soit aucune offre n'est soumise ou bien le prix demandé est jugé trop élevé et inacceptable par l'adjudicateur. Prochainement, RegioJet essaiera de mener des négociations directes avec les différents fournisseurs de la technologie ETCS, obligatoire sur les principaux corridors à partir de 2025.
- Le centre d'essais ferroviaires de Velim prévoit un investissement dans le projet de reconstruction de l'un des deux circuits d'essais pour l'adapter aux tests des trains automatiques d'ici cinq ans. La reconstruction pourrait être financée par les subventions européennes. Le circuit modernisé pourrait aussi servir pour les tests des nouveaux trains prévus pour la nouvelle ligne de métro D de Prague, entièrement automatiques.

### Routier

- Le nouveau système de péage basé sur les technologies satellitaires devrait être lancé le 1<sup>er</sup> décembre 2019 par le gestionnaire CzechToll/SkyToll. Cependant, compte tenu de l'incertitude subsistante entourant les litiges entre le ministère des transports et l'actuel gestionnaire Kapsch, les transporteurs

hésitent à s'enregistrer dans le nouveau système de péage. Un mois avant la mise en service du système, seulement un quart des transporteurs se sont procuré de nouvelles unités de bord.

- En réponse à la crainte des communes de voir le trafic augmenter sur leurs territoires par les chauffeurs souhaitant contourner le péage nouvellement instauré sur certains tronçons de routes de 1<sup>ère</sup> catégorie, le ministre des transports envisage d'appliquer les nouvelles restrictions de circulation pour les poids lourds en leur interdisant l'accès aux routes de 2<sup>ème</sup> et de 3<sup>ème</sup> catégorie. Le ministère procédera au suivi du trafic sur le réseau routier de 1<sup>ère</sup> catégorie non payant pendant six mois afin de déterminer si les chauffeurs des poids lourds évitent les tronçons payants. Le ministre se dit prêt à élargir le péage aux tronçons encore gratuits. De même, il a indiqué vouloir interdire aux camions de circuler le dimanche (actuellement la circulation n'est restreinte que de 13 h à 22 h le dimanche). Les chauffeurs pourraient au maximum atteindre leur lieu de déchargement.

## Aérien

- La compagnie aérienne ČSA a décidé d'acheter sept avions Airbus : deux premiers appareils de type A220-300 conçus pour 149 passagers seront fournis en 2020, deux autres en 2021 et trois avions du type A321 XLR à très longue distance, pouvant transporter jusqu'à 195 personnes, en 2025 pour relier Prague à New York ou Boston. ČSA exploite déjà six Airbus A319 et un A330-300.
- L'aéroport de Prague devrait augmenter sa capacité pour pouvoir accueillir 23 M de voyageurs d'ici 2035. En 2019 l'aéroport accueillera 17,7 M de passagers, soit une hausse de 5,8%. Cet accroissement de la capacité est conditionné par la construction d'une nouvelle piste parallèle, de nouveaux postes de stationnement d'aéronef et par la centralisation des contrôles de sécurité. Le ministre des transports a promis que la liaison ferroviaire reliant l'aéroport au centre-ville sera mise en service en 2029 au plus tard. Les représentants de la mairie de Prague plaident pour le détournement des avions « low-cost » et des charters de l'aéroport de Prague saturé vers l'aéroport régional de Pardubice, à 1 heure de route de la capitale, ou vers d'autres aéroports régionaux tchèques qui ne parviennent pas, malgré des milliards d'investissements, à attirer des passagers et à générer des bénéfices.

## SLOVAQUIE

### Energie

#### Energie nucléaire

- La présidente de l'Autorité de sûreté nucléaire nationale, Mme Marta Ziakova, candidate au poste de directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), a finalement décidé de retirer sa candidature juste avant le premier tour des élections.

#### Gaz

- Début septembre 2019, la société polonaise Gaz-System a lancé la construction côté polonais du gazoduc reliant la Slovaquie et la Pologne. Pour mémoire, du côté slovaque, les travaux ont été lancés le 18 septembre 2018. Les travaux ont commencé à Velke Kapusany à l'Est de la Slovaquie où se trouve l'une des principales stations de compression de gaz du pays. La liaison de 165 km entre la Pologne et la Slovaquie (106 km en Slovaquie et 59 km en Pologne) devrait réduire la dépendance slovaque vis-à-vis du gaz russe notamment grâce au terminal polonais de liquéfaction à Świnoujście. Eustream, société semi-publique (contrôlée par le groupe tchèque EPH) chargée du transport du gaz sur le territoire slovaque, devrait achever les travaux du côté slovaque en 2021. Le gazoduc sera doté d'une capacité de 5,7 Md m<sup>3</sup>/an dans le sens Slovaquie – Pologne et de 4,7 Md m<sup>3</sup>/an dans le sens Pologne - Slovaquie. Les coûts sont estimés à 142 M EUR pour la partie slovaque sur 270 M EUR au total. Le projet bénéficie d'ores et déjà du soutien financier de la Commission européenne (107,7 M EUR dont 55,2 M EUR pour Eustream) et d'un prêt de 70 M EUR accordé par la BEI en janvier 2018.
- D'après le ministère de l'Economie, les réservoirs de gaz, exploités par les sociétés semi-publiques Nafta, Pozagas, SPP Storage, et dont la capacité s'élève à 4,66 Md m<sup>3</sup>, sont remplis à 89 % (situation en août).
- Le projet Eastring<sup>1</sup>, projet porté par l'entreprise Eustream, n'apparaît plus sur la liste des projets d'intérêt commun dans le domaine de l'énergie de l'UE et cela pour la première fois depuis 2015 alors qu'il avait, dans le passé, bénéficié d'un financement européen pour la réalisation des études de faisabilité. D'après Eustream, cette suppression du projet de la liste de l'UE ne menace pas Eastring et pourra, selon le porte-parole de la société, être éventuellement réinscrit sur la liste dans l'avenir.

<sup>1</sup> Pour mémoire, il s'agit d'un gazoduc reliant le nord (Pologne) et le sud du continent (Turquie) pour assurer la bonne fourniture du gaz en Europe centrale. Le gazoduc de 1 200 km doit passer également par la Hongrie, la Roumanie et la Bulgarie et permettre le transit du gaz dans les deux directions afin de rendre ces pays moins dépendants des livraisons du gaz russe. La capacité initiale de 20 m<sup>3</sup>/an devrait atteindre à terme 40 m<sup>3</sup>/an. Les coûts sont évalués à 1,5 Md EUR et la finalisation des travaux de construction attendue en 2025.

## Electricité

- Mi-septembre, la Commission européenne a approuvé les transactions au niveau international entre les sociétés allemandes E.On et RWE. En Slovaquie, il s'agit de l'acquisition par E.On des activités de RWE. E.On, d'ores et déjà présent dans la distribution d'électricité à l'Ouest du pays par l'intermédiaire de la société semi-publique ZSE (51 % Etat, 49 % E.On avec le contrôle managérial) peut donc reprendre la société semi-publique VSE (distribution d'électricité à l'Est, 51 % Etat, 49 % RWE avec le contrôle managérial). Selon la CE, les activités des deux filiales se concentrent sur deux territoires géographiques différents, ce qui limite la concurrence entre elles même aujourd'hui. Etant donné la volonté affichée par le ministère de l'Economie de faire valoir son droit de préemption sur les parts de RWE au sein de VSE par l'intermédiaire de la compagnie publique de gaz SPP, E.On pourrait atteindre la formation du prochain gouvernement issu des élections en février 2020 avant de procéder au rachat des activités de RWE en Slovaquie.

## Energies renouvelables

- Mi-septembre, la Commission européenne a informé les autorités slovaques que le soutien financier octroyé par l'Etat aux plus grands consommateurs d'électricité en raison des prix d'électricité élevés, était conforme à la législation européenne. Ce soutien sera mis en œuvre jusqu'au 31 décembre 2029 avec un budget à hauteur de 120 M EUR pour les années 2019-2021. Les sociétés bénéficiaires se verront remboursées à hauteur de 85 % de leurs contributions au soutien public à l'énergie verte (voir veille mars 2019).
- En 2018, le montant du soutien à la production d'électricité à partir des énergies renouvelables et à la production combinée d'électricité et de chaleur s'est établi à 475,5 M EUR<sup>2</sup>. Ce montant est payé par tous les consommateurs d'électricité par le biais de leurs factures d'électricité. Dans le détail, le soutien à l'électricité verte a atteint 378 M EUR et 97 M EUR à la production combinée. Le soutien le plus élevé a été atteint pour la production à partir des centrales solaires (213 M EUR), suivies par les centrales à biomasse (69 M EUR) et à biogaz (64 M EUR). Concernant la production combinée, il s'est agi avant tout de la production à partir du gaz naturel (60 M EUR).
- La société publique de gaz SPP a été sélectionnée pour devenir à partir de janvier 2020 l'acheteur final d'électricité verte. SPP a remporté l'AO lancé par le ministère de l'Economie, le montant de la rémunération de cet acheteur d'électricité verte ayant été le seul critère de sélection (SPP a offert le prix le plus bas de son service). Le ministère met en place actuellement une réforme visant le remplacement du système actuel - qui repose sur l'achat obligatoire de l'électricité verte par les trois distributeurs d'électricité historiques (ZSE à l'ouest, SSE au centre et VSE à l'est du pays) – par l'acheteur final. Le ministère prévoit le lancement d'ici la fin de l'année d'enchères électroniques pour de nouvelles sources d'énergie renouvelable.

## Transports

### Transport ferroviaire

- Le ministère des Transports signera prochainement un nouveau contrat d'exploitation avec la société publique ZSSK (transport de passagers) pour une durée de dix ans qui entrera en vigueur dès janvier 2021 à l'échéance du contrat actuel. Selon la législation européenne, cette attribution en gré à gré est possible jusqu'au 24 décembre 2023. Au-delà, toute attribution de contrats devra obligatoirement passer par une procédure d'AO. Le ministère préfère attendre les premiers résultats et expériences des petites lignes libéralisées avant de libéraliser l'ensemble du secteur.
- A l'heure actuelle, une seule ligne est exploitée par un acteur privé dans l'intérêt public : dès 2012, la ligne Bratislava – Komarno de 95 km a été exploitée par la société tchèque RegioJet. Le ministère des Transports doit lancer un AO sur cette ligne à échéance du contrat avec cette société qui prend fin l'année prochaine.
- Le nouvel opérateur devra commencer son activité le 13 décembre 2020 pour une durée de dix ans. Les sociétés intéressées ont jusqu'à 15 novembre 2019 pour manifester leur intérêt<sup>3</sup>. La ligne Bratislava – Komarno est particulièrement chargée vu le développement urbain important dans cette zone. Quatre sociétés ont d'ores et déjà manifesté leur intérêt pour cette ligne : il s'agit de l'entreprise publique ZSSK et des sociétés RegioJet, Leo Express et Arriva.  
Pour mémoire, en août dernier, le ministère a également lancé un AO sur la ligne Zilina – Rajec (21 km) au Nord du pays et reçu trois offres. Par ailleurs, le ministère prépare un autre AO sur la ligne Kosice – Moldava nad Bodvou à l'Est du pays.

<sup>2</sup> Le soutien maximal aux énergies renouvelables et à la production combinée a été atteint en 2017 (515 M EUR), alors qu'il n'était que de 216 M EUR en 2011. En effet, depuis 2011 (l'année à partir de laquelle l'Autorité de régulation a toute l'information sur le montant du soutien), les consommateurs slovaques ont contribué à hauteur de 6 Md EUR aux énergies renouvelables. Au moment de son lancement en 2009, la Slovaquie a mis en place un système de soutien aux énergies renouvelables très généreux ce qui a créé un fort engouement en particulier pour les centrales solaires et un investissement plutôt spéculatif.

<sup>3</sup> <https://www.mindop.sk/media-5144/tlacove-spravy-2726/dalsia-sutaz-na-vyber-dopravcu-bude-na-trati-bratislava-komarno>

- Le 15 octobre, la société publique Zeleznice Slovenskej republiky, ZSR, chargée des infrastructures ferroviaires, a publié au JO de l'UE un appel d'offres concernant les travaux ferroviaires à Zilina. Il s'agit de la modernisation de ce nœud ferroviaire qui relie les lignes est-ouest avec les lignes nord-sud. Les travaux concernent la modernisation des gares à Zilina, l'amélioration des paramètres des lignes à proximité de Zilina d'une longueur de 16,3 km, et la reconstruction des ponts ferroviaires. Le projet fait suite aux travaux de modernisation des lignes entre Bratislava et Zilina (200 km) dont notamment le passage à la vitesse de 160 km/h. La valeur estimée de ce marché est de 353,7 M EUR (hors TVA). Les sociétés intéressées peuvent déposer leurs offres jusqu'à 29 novembre<sup>4</sup>. Il s'agit de l'un des plus grands AO lancés par ZSR.

Pour mémoire, ZSR doit par ailleurs attribuer deux grands projets ferroviaires : la modernisation des lignes de Bratislava à la frontière avec la Tchéquie (AO lancé en 2017, l'offre la plus basse à hauteur de 212,5 M EUR proposée par le consortium kazakh) et la modernisation des lignes entre Poprad et Lucivna (nord du pays, AO lancé en juillet 2017, valeur estimée de 100 M EUR).

- M. Igor Polak devient directeur général de la société ZSR. M. Polak travaille dans le secteur ferroviaire depuis 35 ans. Depuis 2018, il occupait le poste d'adjoint au directeur général en charge du fonctionnement de ZSR. Il remplace ainsi depuis le 29 octobre M. Juraj Tkac, destitué par le conseil d'administration le 25 octobre à la demande du ministre qui s'était montré insatisfait de la situation technique du réseau des chemins de fer.
- En juin 2019, ZSR a publié une étude de faisabilité relative à la réorganisation du trafic ferroviaire à Bratislava. L'étude comprend quatre options qui devraient coûter entre 710 M EUR et 959 M EUR selon l'option retenue. Si le ministère des Transports prévoit de laisser le choix définitif de l'option au prochain gouvernement (en raison des élections législatives en février 2020), il est contraint par la fin de la campagne 2014-2020 (avec la règle n+3) pour l'utilisation des fonds européens, l'année 2023 étant la date limite. ZSR lancera donc avant les élections deux AO relatifs à la construction de deux terminaux de correspondance à l'Est de la ville (Ruzinov et Vrakuna) et un autre AO à l'Ouest de la ville.

## Transport routier

- Aucun nouveau tronçon autoroutier n'a été ouvert au public depuis décembre 2017. La situation a changé en septembre 2019 parce que le ministère des Transports a inauguré le premier tronçon de contournement de Bratislava d'une longueur de 6,5 km – contournement de la municipalité Most pri Bratislave. Comme le rappelle le ministre, 10 000 véhicules passent par jour par la municipalité. Pour mémoire, ce projet PPP de 59 km est construit par le consortium mené par la société espagnole Cintra. Ce PPP prévoit la construction, la gestion et l'entretien de l'autoroute pendant 30 ans. Par ailleurs, en décembre 2019, l'ouverture d'une partie de contournement de Kosice (deuxième ville slovaque située à l'est) Budimir – Bidovce de 15,4 km est prévue. L'année prochaine, 46 km de nouvelles autoroutes sont attendus : 27 km de contournement de Bratislava en automne 2020, 1,6 km d'un carrefour autoroutier à proximité de Bratislava permettant l'accès à l'autoroute D1 aux habitants des municipalités situées au nord-ouest de Bratislava, 12 km à proximité de Zilina (nord du pays, Hricovske Podhradie – Lietavska Lucka – Zilina) et 5,6 km au nord du pays (Cadca Bukov – Svrčinovec) sur le carrefour du trafic entre la Pologne, la Slovaquie et la République tchèque.
- Le 28 octobre dernier, les députés ont approuvé la vente de vignettes autoroutières valables 365 jours à partir de n'importe quel jour d'achat. Les nouvelles vignettes seront disponibles à partir de février 2020. Jusqu'à présent, malgré l'existence des vignettes électroniques, celles-ci n'étaient valables que pour une année civile, ce qui avait suscité beaucoup de critiques. Le prix des nouvelles vignettes ne changera pas et sera de 50 EUR / an.
- Après la résiliation du contrat avec le consortium italo-slovaque Salini Impreglio – Duha au printemps 2019 (contournement de Zilina avec un tunnel Visnove de 7 km - voir la veille mars et avril 2019), la Société nationale des autoroutes se dit prête à lancer le nouvel AO sur ce tronçon pour terminer les travaux.
- Slovenska sprava ciest, l'Administration slovaque chargée des routes nationales, a publié un nouvel AO concernant les travaux de (re)construction des routes nationales. Cet AO remplace l'AO annulé par l'Office des marchés publics en septembre 2019. En effet, l'Administration slovaque des routes avait au départ lancé un grand AO pour la présélection de quelques sociétés qui se concurrenceraient ensuite entre elles sur des projets spécifiques par l'intermédiaire des enchères électroniques. Mais, étant donné le montant global trop important (à hauteur de 200 M EUR), les PME n'étaient pas en mesure de participer à cet AO. L'Administration slovaque des routes a donc divisé les travaux de reconstruction selon une logique géographique. Les travaux dans les régions à l'Ouest (Bratislava, Trnava, Nitra, Trenčin) sont évalués à 58,3 M EUR hors TVA, dans les régions au centre (Zilina, Banská Bystrica) à 59 M EUR, et dans les régions à l'est (Kosice, Presov) à 49 M EUR. La date limite pour cet AO est fixée

<sup>4</sup> <https://ted.europa.eu/udl?uri=TED:NOTICE:482589-2019:TEXT:EN:HTML&src=0>

au 20 novembre<sup>5</sup>. Ce contrat cadre sera valable pour 4 ans et permettra la reconstruction financée sur le budget national de 130 km de routes nationales par an.

### Transport aérien

- Début septembre, le ministre des Transports a finalement pris la décision de ne pas présenter le projet de création d'une compagnie nationale aérienne. Les premiers résultats d'une étude de faisabilité avaient été publiés en décembre 2018 soulignant une rentabilité du projet très risquée (voir veille de décembre 2018). D'après le ministre Arpad Ersek (parti magayrophone Most-Hid), l'analyse a montré qu'il ne s'agissait pas d'un projet approprié. Pour lui, le parti nationaliste SNS, l'autre parti de l'actuelle coalition gouvernementale, qui avait mis ce projet dans le programme du gouvernement, pourrait le présenter à nouveau lors de la prochaine législature si celui-ci fait partie de la future coalition (élections en février 2020).

### Transport fluvial

- Mi-septembre, le ministère des Transports a transmis en interministériel son projet de loi visant l'introduction de l'exploitation du transport fluvial de passagers sur le Danube et, par conséquence, la création d'une société publique de transport fluvial (pour plus de détails, voir la veille de janvier 2019). L'introduction du transport fluvial de passagers devrait soulager le transport routier vers la capitale depuis les municipalités limitrophes. Les municipalités et régions concernées devraient participer financièrement à l'exploitation du transport fluvial dans l'intérêt public.

### Electromobilité

- Le 25 septembre 2019, la Slovaquie et la République tchèque ont annoncé le début de coopération stratégique transfrontalière en matière de développement de la technologie révolutionnaire de stockage de l'énergie pour le marché européen. Les deux Etats ont annoncé cette coopération en marge du Conseil de l'UE sur la compétitivité sur initiative de M. Maros Sefcovic.
- Le 24 octobre 2019, le ministre de l'Economie M. Peter Ziga a signé un mémorandum d'entente avec la société InoBat qui devrait permettre la réalisation d'un projet de construction d'une usine de batteries (investissement prévu de 100 M EUR).
- Le 21 septembre dernier, lors de la Journée de l'éco-mobilité, le ministre de l'Economie, M. Peter Ziga, a annoncé le nouveau plan de soutien à l'électromobilité. Celui-ci s'élèvera à 8 000 € pour l'achat d'une voiture neuve électrique et à 5 000 € pour l'achat d'une voiture neuve hybride rechargeable. Ce soutien s'appliquera aux municipalités, aux entrepreneurs, et aux personnes physiques. Le ministère fournira plus de détails sur le paquet de soutien au début décembre. Enfin, le ministère a présenté son plan de soutien au développement des infrastructures avec un premier AO relatif au soutien de la construction de bornes de recharge accessibles au public. Les municipalités, les régions et leurs organisations peuvent participer à cet AO, le programme de soutien étant doté au total de 500 000 €.
- A partir de l'année prochaine, les plaques d'immatriculation des voitures électriques seront d'une couleur différente et profiteront de plusieurs avantages.

## Environnement

- « Nous avons une dette envers notre planète. Nous sommes la première génération qui peut ressentir l'impact de nos actes. Et nous sommes les derniers à pouvoir faire encore quelque chose (...) Si je devais évoquer une seule chose qui me tourmente le plus, ce serait la négation du changement climatique ou la remise en question de la gravité de la situation (...) Permettez-moi d'être concrète. Nous avons pris en Slovaquie une décision politique inimaginable, celle de fermer nos mines de charbon. Cela signifiera une transformation importante d'une partie de notre pays. (...) Nous produisons d'ores et déjà 80 % de notre énergie à partir de ressources à bas carbone. Nous nous dirigeons vers une augmentation des réductions des émissions de 40 à 45 % en 2030. Et nous nous sommes engagés à atteindre la neutralité carbone en 2050. Il y a quelques jours, nous avons pris la décision d'allouer 2,5 Md EUR aux investissements climatiques d'ici 2030 », propos de la Présidente de la République, Mme Zuzana Caputova, lors du Sommet climatique de l'ONU (le 23 septembre).
- Le 11 septembre 2019, le parlement slovaque a adopté une nouvelle loi sur l'échange de quotas d'émissions. D'après le ministère de l'Environnement, il s'agit d'une grande avancée : la loi - à partir de 1<sup>er</sup> janvier 2021 - permettra d'octroyer 30 % de recettes tirées du système d'échange de quotas d'émission (SEQE) aux projets environnementaux, notamment sur le changement climatique. Jusqu'à présent, le ministère de l'Environnement devait négocier avec le ministère des Finances chaque année l'allocation d'une partie des recettes de SEQE ; la somme n'était pas fixe et variait de 10 à 20 %, le reste étant utilisé pour d'autres dépenses publiques. D'après Norbert Kurilla, secrétaire d'Etat à l'Environnement, la nouvelle loi est un compromis avec le ministère des Finances. Ainsi, grâce à la loi, d'ici 2030, les entreprises pourront prévoir 1 Md EUR pour le financement de leurs projets de

<sup>5</sup> <https://ted.europa.eu/udl?uri=TED:NOTICE:482584-2019:TEXT:FR:HTML&src=0&tabId=0>

modernisation. A cela s'ajoute le Fonds de modernisation européen qui permet le financement des projets slovaques à hauteur de 1,5 Md EUR pour les dix prochaines années. Au total, le ministère a assuré 2,5 Md EUR pour le financement de la politique climatique et énergétique en Slovaquie. La Commission européenne examinera prochainement la conformité de cette nouvelle législation.

L'industrie salue cette nouvelle législation : d'après le président de l'Association des producteurs de chaleur, le chiffre de 30 % représente la garantie selon laquelle le coût lié aux investissements dans les technologies vertes ne sera pas transféré aux consommateurs finaux. Selon le principal électricien du pays, Slovenske elektrarne, il est logique que la part importante du fonds soit investie là où elle peut éliminer le plus efficacement l'émission de gaz à effet de serre.

- Le ministère de l'Economie a rédigé un nouveau plan national énergétique et climatique pour la prochaine décennie. Le plan doit être approuvé par le gouvernement afin de transmettre le document final vers la fin de l'année 2019 à la Commission européenne pour évaluation de sa conformité. Le plan prévoit par exemple une part des énergies renouvelables dans la consommation énergétique à hauteur de 19,2 % en 2030 (contre l'objectif de l'UE à hauteur de 32 %). Pour y parvenir, le ministère prévoit des investissements à hauteur de 4,3 Md EUR. D'après le ministère, l'amélioration de l'efficacité énergétique est le plus grand enjeu du pays en matière de la politique climatique. Cinq domaines sont prioritaires :
  - Bâtiments : les différentes mesures visent la baisse de la consommation énergétique des bâtiments et cette consommation doit être de plus en plus couverte par les énergies renouvelables. Les mesures devraient coûter 3,7 Md EUR pour les bâtiments résidentiels et 2,2 Md EUR pour les bâtiments non résidentiels comme les hôpitaux
  - Secteur public : afin de permettre les investissements dans les solutions intelligentes, le système des prêts sous forme des services énergétiques garantis sera renforcé. Grâce à ce système, les investissements peuvent être financés à partir des économies d'énergie. Ce système conviendrait en particulier à la région de Bratislava qui n'est pas éligible pour l'utilisation des fonds européens
  - Transport : les investissements dans le transport écologique sont évalués à hauteur de 1,5 Md EUR
  - Industrie : l'économie slovaque dépend fortement de son industrie à forte consommation énergétique. Les mesures d'amélioration sont évaluées à 1,5 Md EUR
  - Appareils électriques
- Le 11 septembre dernier, le Parlement a adopté un amendement de la loi sur la protection de l'environnement. Cet amendement introduit l'interdiction de l'exploitation à grande échelle dans les parcs nationaux et les territoires précieux et apporte de nouvelles compétences à la Protection nationale de la nature. D'après l'amendement, les fonctionnaires chargés de la protection de la nature doivent approuver toutes les activités qui pourraient menacer la nature dans les parcs nationaux : l'exploitation des forêts, la construction, l'excavation des terres, les interventions dans les cours d'eau etc. D'après le ministère, il s'agit d'une avancée majeure car jusqu'aujourd'hui, les fonctionnaires chargés de la protection pouvaient empêcher uniquement les activités dans les zones protégées de 5<sup>ème</sup> degré. L'amendement élargit leurs compétences sur 400 000 h supplémentaires ce qui représente 10 % du territoire slovaque. Enfin, le directeur de la Protection nationale de la nature met en exergue le renforcement des compétences de son institution qui a directement contribué à la rédaction de l'amendement. Néanmoins, la critique des environnementalistes reste forte. Les environnementalistes critiquent notamment le fait que la gestion des terres nationales dans les zones protégées ne soit pas retirée de la compétence du ministère de l'Agriculture au profit du ministère de l'Environnement ainsi que le fait que les parcs nationaux restent sans personnalité juridique et sans compétences décisionnelles. Par ailleurs, d'après l'initiative « My sme les » (Nous sommes la forêt), cet amendement ne comprend pas par exemple l'élargissement de 50 % de la superficie des zones de non intervention dans les parcs nationaux.
- Le 11 septembre dernier, le Parlement a également adopté la loi introduisant la consignation des bouteilles PET et des canettes. La loi entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2020 avec la mise en service du système en 2022. Le système de consignation vise une augmentation du taux de retour des bouteilles et canettes à hauteur de 90 %. Aujourd'hui, le taux de retour est seulement de 62 %. La consigne devrait s'élever à 12 centimes par bouteille et à 10 centimes par canette. A l'heure actuelle, quatre associations (Association des producteurs des boissons non alcooliques et des eaux minérales, l'Alliance slovaque de commerce moderne, l'Association slovaque des producteurs de bière et de malt et l'Union du commerce) mènent des négociations afin de présenter une offre commune à l'AO relatif à la gestion du système, AO qui sera lancé très prochainement par le ministère.
- Les ménages slovaques ont bénéficié de 12,7 M EUR en 2019 pour l'achat et l'installation de petites sources d'énergies renouvelables. Cette aide s'inscrit dans la deuxième édition du programme « Vert aux ménages » porté par l'Agence slovaque d'innovation et d'énergie. Le programme fait partie du programme opérationnel « Qualité de l'environnement » qui a pour but l'augmentation de l'utilisation des énergies renouvelables au sein des ménages. L'Agence prévoit un soutien aux installations d'une puissance installée totale de 140 MW. En 2019, l'agence a délivré 6 400 chèques pour soutenir l'achat et l'installation de panneaux solaires et photovoltaïques, de chaudières à biomasse ou de pompes à chaleur. Ces dernières représentent 46,5 % du montant des subventions. Fin octobre, l'Agence lancera un dernier AO pour l'achat de chaudières à biomasse et mettra à disposition pour se faire 300 000 EUR.

## Energie

- L'opérateur de la transmission et du stockage de gaz naturel Conexus Baltic Grid va investir 2,9 M EUR dans la modernisation des 30 puits de production de gaz du réservoir souterrain d'Incukalns. A la suite de l'appel d'offres lancé le 4 octobre 2019 par Conexus Baltic Grid, trois fournisseurs d'équipement ont été choisis. L'équipement pour la partie souterraine sera livré par la compagnie irlandaise Weatherford Oil Tool. La livraison de l'équipement de surface sera assurée par l'entreprise italienne Breda Energia, tandis que les tubes pour les puits de production du gaz, par la société lettone Alpha. Pour mémoire, Conexus Baltic Grid est à 34,36% détenu par le gestionnaire public du réseau de transport d'énergie électrique « Augstsprieguma tikls ». Les autres actionnaires sont le Gazprom de Russie (34%) et le fonds Marguerite Gas I (29,06%).

## Infrastructures

- Le volume des marchandises traitées par le port de Riga en janvier-septembre 2019 a représenté 23,9 M t, en baisse de 10,5% par rapport à la même période en 2018. Les cargaisons en vrac, qui constituent 63% des volumes transbordés, ont diminué de presque 13%, avec une prédominance de charbon (50,7%), en baisse notable de 26,8%. En revanche, le volume des copeaux de bois et de céréales a augmenté de 50% et de 25,3% respectivement, tandis que celui des produits chimiques, a baissé de 18,7%. Les produits pétroliers représentent 99% du volume total des cargaisons liquides, en diminution de 12% par rapport à la même période en 2018. Le fret général a également légèrement diminué de 3,2%, dont le transport de produits de la filière bois de 7,3%. Le transport en RO-RO a progressé de 4,2%, et celui de containers, de 0,9%. Le trafic de passagers du port de Riga a atteint 0,687 millions de passagers lors des neufs premiers mois de l'année 2019, ce qui est une légère baisse de 1,6% par rapport à la même période de l'année dernière.
- Le 9 octobre 2019, la société des chemins de fer lettons Latvijas Dzelzceļš (LDz) a signé un accord avec l'Agence de financement et de contrats (CFLA) portant sur l'octroi de plus de 318 M EUR du Fonds de cohésion européen pour la réalisation de la première phase du projet de l'électrification du réseau ferré lettone. Dans le cadre de cette première phase d'électrification des lignes ferroviaires Daugavpils-Krustpils, Rezekne-Krustpils et Krustpils-Riga, et dont le coût total est estimé à 441 M EUR, il est prévu de construire ou de moderniser des systèmes d'alimentation électrique des lignes, des caténaires, des systèmes d'alarme, de centralisation, de blocage et de sécurité technique, ainsi que des rails et des bâtiments. Pour mémoire, quatre groupements d'entreprises ont été pré-qualifiés pour participer à l'appel d'offres lancé par LDz : Siemens-TSO-BMGS, Inabelec, Cobra-Archer et LREC (Alstom Transports et Colas Rail). La première étape du projet devrait être réalisée avant l'année 2023.
- La coentreprise RB Rail AS, en charge du projet ferroviaire Rail Baltic, a lancé le 11 octobre 2019 un appel d'offres portant sur la prestation des services d'un Organisme notifié (Notified Body NoBo) pour assurer la conformité de l'infrastructure de la ligne à grande vitesse Rail Baltica aux exigences des Spécifications techniques d'interopérabilité (STI) du système ferroviaire européen. La principale tâche de l'Organisme notifié choisi sera d'évaluer la conformité de l'infrastructure ferroviaire, du système d'alimentation en énergie, du système de gestion des trains et de signalisation aux exigences des STI. Le délai de remise des offres est le 4 novembre 2019.

## Transports

- Le volume de marchandises transporté par le rail lors des neufs premiers mois de l'année 2019 a baissé de 12,4% par rapport à la même période en 2018 et a atteint 31,65 M t. Le volume de fret international a représenté 30,4 M t, dont plus de 91% des marchandises passant en transit, en diminution de 14,8% par rapport à juin-septembre 2018. Le volume de marchandises importées a légèrement augmenté de 6,3% (2,46 M t), tandis que celui de marchandises exportées, a baissé de 5,7% (210 200 t). Le fret domestique quant à lui a atteint 1,28 M t, en progression de plus de 22%.

## ESTONIE

### Energie

- Les résultats d'un nouveau sondage montrent que 70% des Estoniens approuvent la décision du gouvernement de soutenir l'objectif de neutralité carbone 2050. Il est à noter que 19% des sondés s'opposent à cette décision, et 11% déclarent ne pas avoir d'opinion. Enfin, 35% des sondés estiment que les objectifs de neutralité carbone peuvent être atteints d'ici 20150, alors 51% des sondés pensent qu'un tel objectif est trop ambitieux.
- Alors que les discussions se succèdent quant à l'opportunité du nucléaire en Estonie, l'Institut des problématiques sociales a commandé un sondage montrant que la filière divisait chez les citoyens

estoniens. Ainsi, 44% des sondés sont en faveur de l'installation d'une centrale nucléaire, et 47% y sont opposés. Le même panel se déclare nettement plus favorable à l'installation d'une ferme éolienne offshore le long de la mer Baltique (73% pour ; 30% contre), et seul 30% des sondés soutiennent les manifestations pour le climat initiées par l'activiste Greta Thunberg.

- Le Premier Ministre M.Juri Ratas, a confirmé l'intérêt du gouvernement pour les véhicules à hydrogène décrivant ce type de véhicules comme « vitaux pour le secteur du transport ». Selon lui, l'Etat doit travailler avec les collectivités pour construire un réseau de stations pouvant charger les véhicules et pour organiser les appels d'offres visant à acquérir un parc de bus à hydrogène. Il a également annoncé l'intérêt du gouvernement pour l'alternative nucléaire et la quatrième génération de centrales nucléaires.
- La consommation du gaz naturel a augmenté de 15% en glissement annuel. Les importations de gaz ont également augmentées de 16%, à 251 Gwh sur la même période. La quantité de gaz naturel importé en Estonie se situe entre 5.6 Gwh et 13.7 Gwh par jour, la capacité du pipeline de transmission est de 38 Gwh, une hausse de 2% en glissement annuel. Sur la même période, le transit du gaz russe en Lettonie par l'Estonie a chuté de 24%, de 4,2 Twh à 3,2 Twh. Le prix du gaz connaît une progression légère, de 0,67% entre août et septembre, une hausse moins importante qu'en Lettonie et en Lituanie (4.8% en moyenne) et en Finlande (4.7%). Le Balticconnector estono-finlandais sera complété début 2020, et desservira le marché gazier unifié entre la Finlande, l'Estonie et la Lettonie.

## Transport

- La phase de construction du Rail Baltica a commencé en Estonie. La CEO de la filiale RB Estonia Riia Sillave a annoncé le 29 octobre le début de la construction de la phase de construction, avec le début du viaduc ferroviaire de Saustinomme, sur le giratoire de Tallinn. L'entreprise qui remportera l'appel d'offres du terminal d'Ülemiste publié en juillet 2019 sera également annoncée début novembre 2019. Riia Sillave a aussi annoncé que le travail de la filiale se poursuit dans les temps, avec vingt viaducs d'autoroutes et huit viaducs devant être achevés d'ici 2022.
- La CEO de la filiale RB Estonia Riia Sillave a annoncé sa démission, et quittera son poste à la fin du mois de novembre. Invoquant des raisons personnelles, Riia Sillave a annoncé être heureuse du travail accompli par la filiale, qui est passée d'une phase de préparation à une phase d'exécution en l'espace de deux ans. Nommée en décembre 2017 à la tête de l'entreprise publique la partie estonienne dans la joint-venture du Rail Baltica, Riia Sillave avait auparavant été membre du comité de direction du groupe Estonian Cell et directrice financière du groupe autrichien Heinzl.
- La compagnie Nordica a suspendu les vols de ces avions au départ de Tallinn. L'entreprise a annoncé se recentrer sur ses autres dessertes, et a conclu plusieurs partenariats stratégiques avec LOT et Scandinavian Airlines. Ce retrait devrait provoquer une hausse du prix des billets à Tallinn avec cette baisse de la concurrence, la compagnie lettone Air Baltic demeurant seule à desservir plusieurs destinations au départ de l'Estonie.

## SUJETS TRANSVERSAUX

### ETATS BALTES

## Energie

- Eurogas, l'association européenne représentant 43 acteurs entreprises de l'UE actifs dans la vente de gaz en gros et en détail et de la distribution de Gaz en Europe, a organisé le 8 octobre dernier, une conférence consacrée aux nouveaux développements gaziers dans les pays baltes et en Finlande :
1. **Durant la conférence, un accord permettant la mise sur pied d'un marché régional du gaz naturel comprenant la Finlande, l'Estonie et la Lettonie a été annoncé :**

Durant la conférence du 8 octobre, les opérateurs de transport de gaz naturel d'Estonie (Elering), de Finlande (Gasum et Baltic Connector Oy) et de la Lettonie (Conexus Baltic Grid) ont indiqué qu'ils avaient signé plus tôt au cours de l'année 2019 (en février) un accord ITC (compensation du gestionnaire de réseau de transport) fixant un tarif unique de transport de gaz dans les trois pays à partir de janvier 2020. Ce mécanisme de compensation permettant le fonctionnement d'une zone tarifaire unique de transport de gaz dans ces trois pays à partir de 2020 supprimera les points d'interconnexion commerciaux et unifiera les tarifs des points d'entrée aux frontières extérieures de la région. L'objectif poursuivi consiste à atténuer les différences régionales dans le prix de gros du gaz et à accroître la « liquidité du marché » en facilitant la vente de gaz par les expéditeurs et les négociants dans la région. L'accord unifie donc les tarifs des points d'entrée aux frontières extérieures de la région et supprime les points d'interconnexion commerciale entre les pays. Il sera utilisé pour le transport du gaz en Finlande, en Estonie et en Lettonie sans frais supplémentaires. Le connecteur d'interconnexion estonien-finlandais Balticconnector entre également dans le champ d'application de l'accord. Les Finlandais présents au cours de la conférence indiquaient que le gazoduc sous-marin était terminé et que les stations de compression du côté finlandais

et estonien étaient terminées. Il ne restait qu'à réaliser des tests au niveau estonien. Une fois mis en service au premier trimestre 2020, le gazoduc de 7,2 M m<sup>3</sup> par jour (2,6 Md m<sup>3</sup> par an) créera une voie d'approvisionnement alternative pour le marché finlandais et reliera le pays au reste de l'Union européenne. Il reliera Inkoo (Finlande) à Paldiski (Estonie) et s'étendra sur 150 km. L'accord sera en vigueur au 1er janvier entre Elering et Conexus. Il le sera pour Gasum et Baltic Connector Oy dès que l'infrastructure estonienne sera au point (avant la fin du premier trimestre 2020).

## 2. La Lituanie est absente au moins pour la première étape de cet accord.

Les intervenants indiquaient que les discussions étaient en cours avec la Lituanie. Les trois pays signataires considéraient que la société de transport gazier lituanienne Ambergrid pourrait se joindre à l'accord le 1<sup>er</sup> janvier 2022. Le point d'achoppement concernait les compensations financières qui en résulteraient entre les différents pays (les tarifs de transport étant communs à l'ensemble de la zone. Les revenus sont alors collectés pour le compte des quatre pays, puis redistribués en fonction des coûts supportés par les différents opérateurs de transport. Il semblerait aussi selon des officiels lettons interrogés par notre conseiller économique que le fait que le gaz naturel importé de Klaipeda qui bénéficie actuellement d'une subvention et d'une obligation d'achat (assortie d'une amende en cas de non-achat de gaz provenant de la structure de regazéification de Klaipeda) pour les acteurs économiques lituaniens ait été un point d'achoppement empêchant tout accord avec la Lituanie.

© 2014 – Service Economique Régional, Ambassade de France en Pologne @FranceEcoPoland

Ce document représente une veille effectuée dans les secteurs Energie, Transport, Environnement, Infrastructures, par l'ensemble des services économiques des Etats d'Europe centrale et balte. Toute reproduction, représentation, intégrale ou partielle, par quelque procédé que ce soit, sur quelque support que ce soit, papier ou électronique, effectuée sans l'autorisation écrite expresse du Service Economique Régional de l'Ambassade de France en Pologne, est interdite et constitue un délit de contrefaçon sanctionné par l'article L.335-2 du code de la propriété intellectuelle.

### Clause de non-responsabilité

Le Service Économique Régional de Varsovie s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.